

Tribune socialiste

ts



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ 3,50 F
n° 647 du 2 au 9 mars 1975

dom-tom

les
im
mi
grés

de l'intérieur

où va la cfdt ?

GUYANE
GUADELOUPE
REUNION
MARTINIQUE



Demoulin

Sommaire

- Adresse aux partis et syndicats de gauche p. 4
- Le PSU et l'AMR p. 4
- La sollicitude de Giscard p. 5
- CFDT : les retombées d'un pari p. 6
- Everwear : elles produisent et elles vendent p. 7
- Les immigrés de l'intérieur p. 8
- Une interview de Paul Vergès p. 9
- Renault : un rendez-vous manqué p. 10
- Brèves sociales p. 11
- Larzac : bientôt l'épreuve de force p. 12
- Armée : la saison des procès p. 13
- Atome : Leprince sans rire p. 14
- Divorce : une réformette de plus ? p. 14
- Chili : la solution de rechange ? p. 15
- Espagne : le « libéralisme » de Franco p. 15

Calendrier politique

● Tupamaros à Quetigny...

Dans le cadre de la campagne de solidarité avec Raoul Sendic et ses camarades, otages du fascisme en Uruguay, le CSLRPC organise une soirée Uruguay avec la projection du film « Tupamaros », jeudi 6 mars à 20 h 30, salle de l'école des Huches, à Quetigny.

● Six heures pour la ville

Dimanche 9 mars, de 12 h à 18 h, grande fête pour protester contre la radiale Vercingétorix (M° Plaisance) : musique, jeux, débats. L'entrée sera gratuite. La fête est organisée par le Comité Vercingétorix, 32, rue Raymond Losserand, Paris 14e, et « Vivre dans le 14e », 6, rue Léopold Robert, Paris 14e.

● Gala UNEF à Assas

Mikis Théodorakis chantera dans le grand Amphi de la faculté de Droit, 92, rue d'Assas dans le 6e, le vendredi 7 mars à 20 h 30. Les billets (15 F) sont en vente à l'Olympia, dans les FNAC, à la librairie Joseph Gibert, boulevard Saint-Michel. Ou le soir même sur place à partir de 18 h.

● Le PSU répond à vos questions

Meetings le vendredi 7 mars : à Charleville avec Charles Piaget, à Neufchâteau avec Schulbaum, à Montbéliard avec Michel Mousel.

A PROPOS DE « TS »

Nous avons reçu à TS plusieurs lettres intéressantes — critiques et propositions — sur le journal, sa forme, son contenu. Elles sont trop longues et trop techniques pour être publiées ici, mais l'équipe technique et le comité de rédaction de TS en tiendront

le plus grand compte pour améliorer la formule du journal. Une précision en passant : la semaine prochaine, exceptionnellement, TS paraîtra sur vingt quatre pages. On espère que ça deviendra une habitude.

Ph. M. ■



● Rebarbatif

Trop souvent la densité des articles et de leur présentation rend la lecture difficile et peu attrayante. Un certain nombre d'auteurs de dossiers ou d'articles accentuent encore ce caractère rébarbatif des articles par un style soit trop lourd, soit trop embrouillé, soit trop intellectuel (...)

Il faudrait peut-être veiller plus sérieusement au contenu de certains de ces articles. Celui de F. Turquan sur la Chine a suscité chez nous de très vifs... remous. Et il est vrai que même s'il s'agissait d'un article « polémique » lançant un débat, il aurait fallu que cela apparaisse beaucoup plus clairement. Pour un lecteur non prévenu, cette double page apparaissait tout à fait comme une position officielle sur la Chine... de quoi frémir !

MOREL (Marseille) ■

● Drôle d'internationale

Je viens de lire dans « Le Monde » que le PS a assisté à la réunion de l'Internationale socialiste à Berlin le 22 février. Cette appartenance du PS à « l'Internationale socialiste », (sauf erreur Mitterrand en est le vice-président), est à mon avis importante. Quand on nous dit : « Mais après tout, entre vous PSU et le PS, il n'y a pas de différence ; vous défendez le même projet de société », je crois qu'il serait bon qu'on leur parle un peu de cette Internationale dont certains de ses membres, dans leurs pays respectifs, gèrent bel et bien le capitalisme. Justement ce que l'on craint du PS au pouvoir en France.

Roland BELLERON (39000-Le Saulnier) ■

● Pour la santé

Un secteur éducation vient de se constituer au niveau de la section de Pau. Une dizaine de personnes ont décidé de se retrouver tous les mois pour faire le point sur l'actualité et pour analyser les notions de contrôle ouvrier et d'autogestion relativement à l'éducation. Pouvez-vous nous envoyer des informations sur ce qui se passe au niveau national afin d'établir une relation verticale ?

Nicole HAILLETTE - Pau 64 000 ■

Courrier

● Intellectuo-gauchiste

Lors de sa dernière réunion, la section a exprimé unanimement un certain désarroi, et une totale incompréhension devant certains articles de TS (plus spécialement dans les numéros 640, 641, 642). Tout en ayant conscience des difficultés de sortir « TS », il nous semble qu'il retombe dans les travers de la presse « intellectuo-gauchiste » : caractères d'imprimerie trop petits ; articles trop longs, faits par des spécialistes et s'adressant à des spécialistes (...). Il nous semble qu'il y a eu cependant un effort de simplicité et de clarté dans les derniers numéros.

Section PSU-Dôle ■

THEATRE DE LA VILLE
animateur-directeur JEAN MERCURE
18 h 30
du 25 février au 8 mars
MERCEDES SOSA
chante
Violeta Parra, Victor Jara, Daniel Viglietti et... Atahualpa Yupanqui
prix 9,50 F - location 887.35.39
2, place du Châtelet

TEP
direction Guy Rolin
le retour du Graully
de Jacques Kraemer
par le TPL
6 représentations except.
du 4 au 9 mars
17 rue Malte-Brun Paris 20 e
M° Gambetta - tél 636 79 09

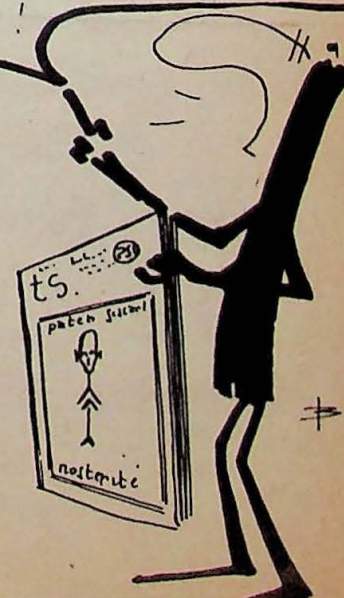
ts
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ
Direction politique : Gilbert
HERCET - Alain TLEMCEN
Rédaction : 566.45.64 - Administra-
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-
INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Rédaction en chef :
Philippe MARIELLE
Secrétariat de rédaction : Monique
GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-
Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Cadet Photocomposition - 75009 Paris
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot
Pour tout changement d'adresse, joindre la
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer
la nouvelle adresse complète.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65

Si vous pouvez pas
faire un abonnement,
faites en au moins
deux !



après la DPN du PSU :

reprendre l'offensive



Il est peut-être trop tôt pour dire si quelque chose se débloque dans les positions quelque peu figées des organisations de gauche. Le fait est que Michel Mousel, secrétaire national du PSU, a annoncé une suite de nombreuses rencontres lors de la conférence de presse donnée à l'issue d'une DPN au programme très chargé, qui s'est tenue à Paris le samedi 22 et le dimanche 23 février 1975 : rencontre, mercredi 26 février, avec le PCF ; rencontre avec la CFDT, le 3 mars, et — plus tard — avec le PS et la CGT.

Pour ce week-end, les animateurs du PSU avaient beaucoup de pain sur la planche. Mais il leur est apparu essentiel de profiter de l'accalmie que connaît actuellement la polémique entre le PC et le PS pour que s'organise avec les organisations politiques et syndicales de gauche la riposte aux agressions d'un pouvoir qui veut imposer son plan d'austérité aux travailleurs. Ce palier dans la discorde de la gauche se situe lui-même dans un contexte de crise qui va en s'accroissant. « Malgré la propagande gouvernementale, devait déclarer Michel Mousel à ce propos, la crise ne se tasse pas mais s'étend. La chute de la production industrielle en décembre ramène celle-ci au niveau de 1972 ; dans le domaine de l'emploi

on compte actuellement plus d'un million de chômeurs, mais nous approcherons de deux millions vers la fin juin ».

profiteurs et payeurs

Lors de ces rencontres, le PSU insistait auprès des autres partis politiques et des syndicats sur l'urgence d'engager une action d'envie. Il n'est pas question d'attendre plus longtemps. Dans cette crise, les profiteurs doivent être les payeurs. D'ores et déjà, réaffirmant sa volonté d'unité d'action, le PSU lance une adresse aux syndicats et aux partis politiques de gauche (voir en page 4).

« L'assouplissement des relations entre le PC et le PS (même si les problèmes de fond entre ces deux partis n'ont pas disparu) rend plus réalisable un regroupement », a estimé Michel Mousel, « et il est nécessaire d'arriver à un accord politique pour l'action de l'ensemble des travailleurs, notamment de leurs partis et syndicats ; il faut relancer l'unité avec des objectifs d'action très précis et offensifs et non avec quelques meetings ou déclarations de principes ».

Cette intention affichée par le

PSU d'entraîner à l'action explique en partie la question posée par un journaliste de la deuxième chaîne qui voulait faire réapparaître le PSU comme un « aiguillon de la gauche ». La réponse à cette question-piège a été donnée de la bouche même de Léon Zitron : il expliquait au cours de **Dimanche-dernière** que les décisions de la DPN avaient pour but de casser le plan d'austérité...

le débat nucléaire

Pour une fois Léon ne croyait pas si bien dire. Entre une conception de la riposte, jugée par certains trop syndicale, et pour d'autres relevant trop d'un accord politique d'ensemble, le PSU estime, quant à lui, que les attaques du pouvoir doivent se heurter à une offensive politique des syndicats et partis de gauche. Casser le plan d'austérité constitue bien un objectif politique intermédiaire qui peut susciter l'unité dans les actions à entreprendre, même si ces actions au départ peuvent être limitées à des branches, à des secteurs, à des régions. Cette riposte unitaire pourrait bien annoncer, dans le vécu et le concret des travailleurs, les prémices d'une offensive politique plus globale.

Illustrant cette volonté d'action, la DPN a pris des décisions importantes dans les différents domaines où la crise se manifeste. C'est ainsi que le PSU a décidé que parallèlement à la lutte pour l'arrêt du programme nucléaire, il engagera le débat sur l'ensemble des problèmes de l'énergie. Nous envisageons « un débat général » devant déclarer M. Mousel « et un rassemblement fin avril avec les Amis de la Terre ainsi que certains des scientifiques de l'Appel des 400. Nous ne voulons pas de ces scientifiques qui parlent d'en haut ; nous préférons des scientifiques se conduisant en témoins devant la population ». L'occupation par des écologistes français et allemands d'une centrale nucléaire dans le Bade (en Allemagne) constitue un exemple intéressant de l'actualité de cette grave question, et démontre bien qu'une campagne offensive peut conduire au succès malgré la répression policière.

La DPN est par ailleurs intervenue dans le domaine de la formation pour caractériser la réforme Haby comme « le projet le plus cohérent d'adaptation de la formation et de l'éducation à l'évolution du système capitaliste ». La sélection institutionnalisée à tous les niveaux a été largement dénoncée dans ces colonnes, (voir TS N° 646).



La crise se manifeste essentiellement par les luttes sociales : c'est la raison pour laquelle la DPN s'est par ailleurs livrée à une analyse détaillée du projet de réforme de l'entreprise, dit projet Sudreau, nouvelle manifestation de la volonté du patronat d'adapter les lieux de production aux nouvelles conditions d'exploitation dans le cadre de la restructuration du capitalisme en France.

Autre domaine révélateur de la crise, autre décision du PSU : il approuve l'action des 600 médecins, et notamment ceux du PSU, à signer ce manifeste et à lui assurer une large diffusion.

Enfin le PSU est partie prenante des campagnes menées pour la libé-

ration de tous les prisonniers politiques espagnols, en premier lieu d'Eva Forest et de ses camarades. A un moment où Giscard et Juan Carlos tirent le faisan à Chambord et se répandent en mondanités, il faut dénoncer la collusion politique, économique et policière que Giscard et Franco veulent instituer sur le dos des travailleurs des deux pays (voir p. 15).

Solennité et émotion

Pour tenir l'ensemble de ses engagements politique et militants, le PSU en tant qu'outil doit se renforcer. Le quinzième anniversaire du PSU, le 3 avril 1975, doit montrer que le PSU « sort de l'adolescence », selon l'expression de Michel Mousel. Le secrétaire national a expliqué que la crise traversée par le PSU à l'automne est bel et bien balayée. L'objectif pour 1975 est fixé : une augmentation de 50 % des effectifs du PSU, tant il est vrai que ce Parti n'a pas toujours su capitaliser

les courants de sympathie qui se manifestent à son égard dans les différents mouvements de lutte. Pour l'instant, un important courant de sympathisants et d'adhésions s'est manifesté. En une semaine, un appel a circulé et 300 signatures ont été recueillies dont celle du Maire de Montdidier (Somme). Il y a du terrain à rattraper mais, incontestablement, le PSU redevient un pôle d'attraction.

Dans ce cadre, lors de la DPN, les modalités de l'adhésion de l'AMR au PSU ont été adoptées à l'unanimité ; le principe en avait été acquis dès le congrès d'Amiens. Le projet de protocole d'accord qui avait été adopté a été très officiellement transmis au congrès de l'AMR qui siégeait le même jour à Juvisy. Cette délégation, comprenant notamment, J. Leduc et G. Hercet, était chargée d'apporter le salut du PSU aux congressistes et de leur faire part de la décision finale d'accord. Avec la même solennité et même une certaine émotion, une délégation de l'AMR (Marquis, Najmann) est venue apporter, devant la DPN du PSU rassemblée le di-

manche après-midi, la décision de l'AMR de se dissoudre en tant qu'organisation et d'adhérer collectivement au PSU. « Cette adhésion, devait préciser Michel Mousel, symbolise la capacité du PSU à regrouper les organisations qui ont participé à mai 68 ». Il y a là un renoncement à la tendance à l'émission et à la marginalisation qui caractérise l'évolution de certaines organisations issues de mai 68. Cette adhésion dément par ailleurs les assertions de sociologues politiques qui stigmatisaient prématurément le penchant naturel de toute organisation à se conserver pour elle-même. Michel Mousel devait conclure : « L'idée d'autogestion fait des progrès énormes : c'est elle qui est à la base de ce rapprochement ». Ainsi renforcé, le PSU est mieux à même de répondre aux enjeux politiques de la période. Mais cela ne suffit pas : il est clair qu'un rassemblement encore plus important que celui d'aujourd'hui devra permettre à tous ceux qui se reconnaissent dans l'autogestion de le rejoindre.

Alain TLEMCEN ■

Adresse

aux organisations politiques et syndicales de la gauche

Les conflits dans lesquels les travailleurs s'opposent aux licenciements, les initiatives prises localement et nationalement — comme les Assises des jeunes pour l'emploi — rendent possibles des progrès dans la lutte unie des travailleurs (...).

Dix mois après l'élection présidentielle, il est possible de faire échec au plan d'austérité : une telle défaite infligée au pouvoir ouvrirait de nouvelles perspectives politiques. C'est dire que l'action nécessaire ne peut être exclusivement défensive. La lutte contre le chômage, par exemple, ne peut être séparée de la transformation nécessaire des structures économiques et notamment de la nationalisation des monopoles privés, à l'initiative et sous le contrôle des travailleurs (...).

Pour ces raisons, le P.S.U. a proposé un accord politique et d'action de l'ensemble des organisations des travailleurs, et notamment leurs partis et syndicats (...)

1 — Pour avoir toute sa portée, cette action doit :

1° — faire la clarté sur la réalité de la crise, ses causes réelles, ses conséquences pour les travailleurs ;

2° — dénoncer l'utilisation par le pouvoir du contexte de la crise pour développer une idéologie de collaboration des classes en propageant la notion de « sacrifices nécessaires » et d'« intérêt national commun » ;

3° — dénoncer les profits et superprofits que les trusts tirent de cette crise, et son utilisation par le capitalisme pour ses objectifs de concentration et d'internationalisation des grandes entreprises ;

4° — dénoncer la réduction des crédits d'équipements collectifs par une fausse rigueur budgétaire et l'illusion entretenue que les collectivités locales peuvent se substituer aux responsabilités de l'Etat ;

5° — dénoncer une politique de « réformes » directement inspirée des intérêts de classe de la bourgeoisie, telles que la réforme Haby et le rapport Sudreau ;

6° — lever toute ambiguïté sur l'accentuation du caractère présidentiel du régime.

2 — Dans la mesure où la question du chômage constitue le problème central à l'heure actuelle, un tel accord pourrait au moins concerner immédiatement l'emploi, et comporter notamment :

1° — la mise en œuvre d'une campagne d'information sur la crise économique, ses causes réelles, ses conséquences pour les travailleurs et les moyens d'y faire face ;

2° — le soutien et le développement des actions visant la garantie de l'emploi pour tous les travailleurs :

— refus des licenciements individuels ou collectifs ;

— réduction des cadences, réduction généralisée de la durée hebdomadaire du travail sans réduction des rémunérations ;

— avancement de l'âge de la retraite ;

— intégration du temps de transport dans le temps de travail (...).

3 — L'organisation par localités et par régions de rencontres entre travailleurs... en visant, dans toute la mesure du possible, la création de comités unitaires pour la garantie de l'emploi.

4 — Le développement d'actions communes de solidarité avec les travailleurs sans emploi pour obtenir :

— le paiement immédiat et sans restriction des 90% du salaire à tous les travailleurs sans emploi et la revalorisation des indemnités pour chômage partiel ;

— la suspension du paiement du loyer et des impôts ;

— la gratuité de la scolarité et l'obtention de bourses pour les enfants de chômeurs ;

— la gratuité des soins pour les chômeurs et leur famille ;

— la garantie de ressources.

Il importe de proposer aux travailleurs sans emploi les formes d'organisation unitaire pour le développement de leurs luttes.

5 — La définition en commun de modalités d'action spécifiques pour la défense de catégories de travailleurs dont la situation est la plus précaire : jeunes ; femmes ; immigrés ; temporaires ; travailleurs sous contrat de durée limitée ; personnels sans statuts.

6 — La lutte commune avec les travailleurs paysans pour la garantie d'une rémunération minimum vitale.

LE PROTOCOLE POLITIQUE ENTRE L'AMR ET LE PSU

La décision d'unir les forces de l'AMR à celles du PSU dans le cadre organisationnel de celui-ci, résulte d'une convergence idéologique sur des questions théoriques et politiques fondamentales (...)

Le but d'une telle organisation serait : d'aider les masses à auto-organiser et à auto-diriger leurs luttes quotidiennes ; de contribuer à la coordination indispensable

sur le plan local, régional, national des luttes de masse ; de contribuer à éclairer les luttes partielles et limitées par la perspective générale de la lutte pour la prise du pouvoir et l'instauration d'un régime construisant le Socialisme d'Autogestion ; de défendre inlassablement la nécessité de l'Unité d'Action des travailleurs (des ouvriers, de la jeunesse, des femmes) et de leurs organisations contre la bourgeoisie et toute collaboration

de classe ; de mener avec les travailleurs et les soldats la lutte contre le militarisme et de préparer idéologiquement et pratiquement les affrontements inévitables avec les forces de répression de la bourgeoisie ; de contribuer à l'épanouissement des mouvements (spécifiques) des femmes, des jeunes, des minorités nationales, etc... en respectant leur développement autonome, tout en les aidant à trouver dans la lutte, par

leur propre expérience, la perspective commune du Socialisme d'Autogestion (...)

En conséquence, l'AMR et le PSU décident d'unir leurs forces pour construire cette organisation politique de masse de l'avant-garde ouvrière. L'AMR décide sa dissolution en tant qu'organisation distincte et s'intègre collectivement dans les structures actuelles du P.S.U.



Au coin du feu :

la « sollicitude » de Giscard...

Au moment où les licenciements se multiplient, où le chômage partiel s'étend, et où de nouvelles perspectives peuvent s'ouvrir aux luttes des travailleurs, le président de la République éprouve le besoin de chloroformer l'opinion.

Les déclarations optimistes ne peuvent suffire à cacher qu'au train où vont les choses, on risque d'approcher les deux millions de chômeurs à la fin du semestre. Ce qui caractérise avant tout l'allocution qui vient d'être prononcée c'est qu'elle ne comporte aucune trace de mesures concrètes permettant une relance de l'économie ; les allusions imprécises à l'indemnisation du chômage partiel n'offrent pas plus de garantie que celles qui ont été déjà prises, il y a plusieurs mois, en ce qui concerne les licenciements économiques et sur l'application desquelles le président du CNPF lui-même émet les plus grands doutes.

La sollicitude que M. Giscard d'Estaing feint d'éprouver à l'égard de tous ceux qui sont victimes de la crise est de pure façade. Elle n'a aucune conséquence dans la réalité du comportement des patrons, y compris dans les entreprises nationalisées : la Régie Renault n'envisage-t-elle pas actuellement le lock-out total de certains de ses établissements ?

L'UDR a la botte de Chirac



Le Conseil national de l'UDR a entériné à 90% des suffrages sa mise au pas par Chirac qui, de secrétaire général provisoire, devient secrétaire définitif.

Un grand récalcitrant : Chaban, qui retourne à Bordeaux attendre des jours meilleurs. Ainsi, l'opération à trois têtes menée par Giscard a parfaitement réussi. Ses trois lieutenants — Chirac, Poniatowski, Lecaunet — contrôlent chacun un des volets de la « majorité ».



Chirac avec Line Renaud, à la fin du conseil de l'UDR : toujours la nouvelle société...

Pas question que ça branle dans le manche à la « base ». Il faut comprendre d'ailleurs quelle est la nature de cette « base » faite de petits et moyens notables, si enclins à se faire museler par n'importe quel Chirac !

Giscard a donc les coudées franches désormais pour faire son numéro d'acrobate de grand style : en bas il a le filet de cette majorité « new-look »...

J.V. ■

Opinion : le PSU et l'AMR à propos d'une interview...

C'est à l'unanimité que la Direction politique nationale du PSU a entériné l'adhésion collective de l'AMR au PSU. Cette adhésion peut constituer une étape significative dans la construction de la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin : on ne peut donc qu'en être fier, et s'en réjouir.

Certains — dont j'étais — ont pu regretter les procédures par lesquelles cette intégration s'est réalisée, et estimer que plus de démocratie aurait été possible. Mais — et j'ai eu l'occasion de dire moi-même tout cela l'autre samedi à la tribune du congrès de l'AMR — c'est maintenant du passé, et il convient seulement, désormais, de travailler ensemble à la cohésion et au renforcement du parti.

De ce point de vue, on ne peut qu'être perplexé devant l'insistance avec laquelle les animateurs de l'AMR — dans le dernier numéro de TS par exemple, ou dans **Liaisons socialistes** — croient utile de se référer au projet de candidature présidentielle de Charles Piaget. Et cela pour deux raisons que je voudrais exprimer, comme un militant

— parmi d'autres — du PSU.

D'abord que je sache, tous ceux qui sont aujourd'hui au PSU n'étaient pas, à l'époque, partisans de cette candidature : si l'on se reporte à la majorité qui décida alors d'appuyer Mitterrand, et au petit nombre des départs entraînés par la scission Rocard-Chapuis, on peut même penser qu'au moins un adhérent sur deux du PSU d'aujourd'hui (et j'en suis) n'a pas été favorable à la candidature Piaget. Voudrait-on faire un tri, en distinguant ceux qui seraient les « bons » membres du PSU ? Je ne veux pas le croire, bien sûr.

Et puis surtout, cette candidature a certes été l'occasion d'un clivage dans le parti ; mais d'une part ce clivage a été vite dépassé, dans l'action, par les uns et les autres ; d'autre part, les oppositions ponctuelles d'alors n'ont jamais recouvert de divergence de fond sur la nature même de l'acte électoral, ni sur l'importance de la lutte politique sur le terrain institutionnel. Et cela, il ne faudrait surtout pas — fût-ce par maladresse — le laisser croire...

G. HEROET ■

**DECOUVERTE
ET CULTURE**
Loisirs

Avec le Peuple PALESTINIEN sējour ā BEYROUTH

DU 25 MARS AU 5 AVRIL

pour connaître la réalité de la lutte du Peuple Palestinien

AU PORTUGAL

DU 23 MARS AU 2 AVRIL

(Lisbonne, Tomar, Coimbra, Porto, Peniche...)

EN ALBANIE

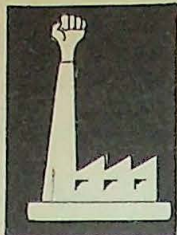
DU 25 MARS AU 5 AVRIL

EN ALGERIE

EN PROVENCE, a cheval...

INITIATION DU 23/3 AU 6/4 - RANDONNEE DU 24/3 AU 28/3

94 rue N.D. des Champs 75006 PARIS
tel 325 00 09 633 77 78
ouvert de 10h30 à 19h



social

cfdt

Les retombées d'un pari

Dans la foulée de l'élection présidentielle, Edmond Maire et certains responsables CFDT ont fait un pari : donner, au travers d'un parti socialiste renoué, un débouché politique aux luttes sociales. Mais il est des mécaniques que l'on met en route, et qu'une fois lancées, on maîtrise mal.

Pendant plusieurs mois, beaucoup à la CFDT se sont interrogés, ont défini plus nettement leurs options. Le militant politique primait alors souvent sur le syndicaliste : quel que soit son engagement, il avait l'impression grisante d'être porté par « le vent de l'histoire ». Aujourd'hui, la dynamique du mouvement est arrivée à son terme : les cartes ont été redistribuées, aucune nouvelle donne n'est prévisible dans un proche avenir.

Quatre mois après les Assises du socialisme, quelques semaines après le congrès de Pau qui en a été la sanction, l'heure n'est plus à l'euphorie mais à l'approfondissement. Il faut vivre maintenant dans la quotidienneté des problèmes mais on ne peut plus la vivre de la même façon. Il faut l'affronter en militant politique et en syndicaliste. Et les choses ne sont pas toujours si simples.

une digestion difficile

De deux choses l'une en effet. Ou bien la CFDT, en tant que centrale syndicale, est en mesure de « digérer » l'opération politique des Assises ou bien elle ne l'est pas.

A l'heure actuelle, rien n'est joué. Les Assises se sont avérées moins payantes qu'il n'y semblait au premier abord : des échecs — même relatifs — de cette nature se paient. D'autre part, la multiplicité des engagements politiques et surtout leur cristallisation, voire leur crispation, risquent de transposer ces clivages, à l'intérieur de la centrale jusqu'à un point difficilement supportable pour une organisation syndicale.

La problématique des Assises a fait long feu : il n'y a pas eu, en effet, osmose harmonieuse entre les socialistes et les nouveaux arrivants. Les responsables de la troisième composante — et entre autres André Acquier, ancien secrétaire de la fédération générale de la métallurgie CFDT, dont on avançait le nom pour le secrétariat aux entreprises — ont été systématiquement écartés des postes de responsabilité au sein du secrétariat, le véritable organe exécutif du parti. L'important, en

la circonstance, n'est pas que tel ou tel ait été mis sur la touche.

long feu

La direction du PS, en fait, n'a pas voulu que le « courant des Assises », porteur d'un certain projet politique, puisse capitaliser les fruits de son adhésion en enracinant son action dans des secteurs clefs — dans les mains du CERES celui des entreprises en était un — et en les marquant de son empreinte. Alain Rannou a été nommé délégué du PS aux entreprises pour y tenter de casser l'emprise du CERES. Même si nombre de militants CFDT ont adhéré au PS, même si des liens privilégiés se développent encore davantage entre les directions du PS et de la CFDT, même si la CFDT se lance encore plus à fond dans la bataille en faveur de l'« union des forces populaires », la prise en charge des luttes des travailleurs par le PS n'en sera pas fondamentalement modifiée. François Mitterrand a voulu rester maître du jeu.

A cet égard toutefois, Edmond Maire n'est pas forcément mécontent de l'opération. La résurgence dans son équipe d'une certaine analyse anarcho-syndicaliste — selon laquelle le parti a une tâche précise (la conquête du gouvernement) alors que le syndicat, lui, a une mission historique fondamentale (la libération de la classe ouvrière) — l'incline à poursuivre l'opération PS mais sans y mettre toutes ses billes : l'essentiel reste tout de même l'action syndicale, y compris avec sa dynamique politique propre.

On a beau avoir l'ardeur zélée d'un néophyte, l'image de marque d'un PS — parti ouvert — en a été quelque peu ternie. Ajoutez à cela le pilonnage du PC contre le PS et le langage nouveau du parti communiste qui s'affirme hautement parti révolutionnaire, et vous comprendrez que certains militants ayant voté la motion Mitterrand en éprouvent un certain malaise.

D'autres, pourtant, n'ont pas ce genre d'embarras : ce sont les militants CFDT qui ont adhéré au PS sur les bases du CERES. Qu'ils aient participé aux Assises et soient entrés au CERES par la suite comme Pierre Héritier (Rhône-Alpes) ou qu'ils soient signataires du manifeste du 20 décembre en réaction contre les Assises, ces militants ont fait un pari différent. Estimant que l'extrême-gauche est en pleine déconfiture ne voulant pas entrer au PC de peur d'y être

étouffés, ils ont choisi le PS sur une « base de gauche » — tout en sachant que c'est un parti social-démocrate — Ils veulent y contrer deux dangers : le retour au centrisme cher à la vieille SFIO et représenté à leurs yeux par Defferre-Mauroy-Mitterrand et l'arrivée de « représentants de la social-démocratie nouvelle manière » : Rocard, Julliard (SGEN), Rosanvallon (directeur de la revue CFDT - Aujourd'hui).

On peut douter que ces militants aient les moyens réels de concrétiser leurs illusions — un parti devient-il magiquement révolutionnaire de par la seule présence et l'action d'une base ouvrière que l'on cherche à attirer ? Mais ils espèrent que l'arrivée dans le parti de militants ouvriers qui posent les problèmes en terme de lutte de classe, obligera le PS à ne pas bâtir uniquement son action sur des bases parlementaires.



des débats...

Déjà, avant le congrès du PS, les polémiques entre partisans de Mitterrand et du CERES avaient divisé la centrale : on s'affrontait à coup de programme, de nationalisations, d'objectifs de transformation, de période de transition. Mais les uns et les autres pensaient qu'il y aurait synthèse entre les deux courants à Pau et que, membres après tout d'un même parti, ils pourraient coexister bon an mal an sans trop de problèmes. Mais l'impossibilité de toute synthèse a exacerbé les problèmes, et les positions ne peuvent que se durcir. Il est impossible que, s'affrontant — toutes proportions gardées — au sein du PS, les militants des deux tendances, comme par enchantement, laissent leur querelle au vestiaire en redevenant syndicalistes : d'autant que leurs options politiques ont été prises en fonction de leurs conceptions du syn-

dicalisme, de leurs analyses de la crise du système capitaliste et des possibilités qu'elle donne au développement de la lutte des classes et au passage plus ou moins rapide à une période de transition au socialisme.

D'autre part, la polarisation des débats entre membres du PS — ne doit pas cacher ni faire oublier la présence de nombre de militants qui refusent la problématique du parti socialiste. Ils ont été relativement silencieux ces derniers mois, mais de nouveau ils parlent. Roland Vittot, de la CFDT-LIP, écrit dans une lettre à *Témoignage Chrétien* parue dans le numéro daté du 20 février : ... « Les six derniers mois sont catastrophiques au niveau de la riposte face à la situation. Alors que la classe ouvrière pouvait, devait, remporter des victoires certaines sur le capitalisme, ce sont les

phraseurs qui ont enlevé le morceau en s'entre-déchirant et ont ainsi permis à Giscard de s'installer tranquillement et pour combien de temps... ». Si tous ne reprennent pas cette analyse, ils restent très inquiets devant l'OPA-PS-CFDT sur ses conséquences au niveau des luttes et sur l'évolution future de la centrale. Extérieurs et sur la défensive face aux débats qui agitent en ce moment la CFDT, ils ne peuvent, eux aussi, que durcir leur opposition.

... qui se politisent

Certains, à la CFDT, commencent d'ailleurs à s'alarmer devant ce durcissement politique prévisible des différents courants. Edmond Maire ne cache pas son inquiétude. Jacques Moreau, responsable du secteur politique, reconnaît qu'il existe un malaise chez certains militants : ils craignent que l'organisation n'arrive pas à faire une balance égale en-

tre l'accentuation du politique qui est le résultat d'un lent processus (élections de 1973, de 1974, entre autres) et la nécessité de mener une action revendicative efficace. On recommence à faire parfois des allusions aux autres partis qui peuvent concourir également au projet de société de la CFDT. Enfin, on réaffirme plus hautement la nécessité de l'autonomie syndicale : c'est au nom de la métallurgie (TS n° 643) qu'au dernier conseil national Roger Briche est intervenu pour demander que l'on préserve avant tout l'indépendance de l'organisation. Mais cette préoccupation n'est pas l'apanage de ceux qui ont suivi F. Mitterrand. Il y a autre chose.

Au grand dam de certains militants restés très marqués par l'esprit CFTC, la CFDT depuis 1968 a dû en grande partie son succès au fait qu'elle apparaissait aux yeux d'une certaine partie de la classe ouvrière comme la seule organisation syndicale à reprendre en charge les revendications issues de mai : elle a recruté sur ces bases nombre de ces nouveaux adhérents d'alors. Depuis la grève du Joint français, un certain raidissement s'est fait de plus en plus sentir qui a culminé lors du congrès de Nantes : affirmation de la primauté du rôle de la section syndicale dans la conduite des luttes, condamnation sans nuances des comités de grève, etc.

Mais surtout, les décisions du congrès de 1973 ont beau avoir été votées, et être appliquées lors de maints conflits, la pratique condamnée à Nantes continue à se développer à la base. Les images de marque ont ceci de particulier qu'elles sont longues à mourir ; elles dépassent les décisions volontaristes et survivent aux changements de cap. Depuis un an et demi, la CFDT doit donc affronter une distorsion grave entre ses décisions de congrès et la volonté de ses militants les plus actifs. Situation très particulière : la popularité de la pratique des LIP auprès de certaines sections syndicales à la base, entre en opposition avec la liaison de plus en plus effective avec le parti socialiste, qu'elles trouvent le plus souvent dans l'incapacité de prendre leurs actions en charge, au-delà des mots et de la propagande.

des convergences possibles

C'est dire l'acuité du problème qui reste posé même si les Assises l'ont temporairement repoussé au second plan. Sur cette question fondamentale, les clivages anciens demeurent : ils sont rendus plus aigus par l'évolution récente de la CGT qui reprend maintenant à son compte de plus en plus le principe des revendications uniformes, de « à travail égal salaire égal » (voir le conflit Renault) et est moins réticente devant les programmes d'action multiformes et décentralisés. C'est en terme de concurrence syndicale que le problème se pose. Et la CFDT, tout en affirmant avec force son rôle de centrale syndicale « responsable », ne peut pas se permettre d'être concurrencée sur ce terrain tout en étant coupée

d'une partie de sa base. S'il en est ainsi c'est son originalité même qui risque de s'en aller à vau l'eau.

Une nouvelle « carte politique » de la CFDT est donc en train de se dessiner sans que s'estompent pour autant les anciens clivages. Ce sont les gros bataillons de la métallurgie, du SGEN et de la chimie — le trépied sur lequel s'appuie Edmond Maire — qui ont été à la pointe de l'opération Assises. Ce qu'on a appelé la gauche syndicale a éclaté : les uns (Rhône-Alpes, PTT, construction) ayant opté pour le CERES, les autres (Hacuitex, santé, services, banques, Basse-Normandie), continuant à être hostiles à tout regroupement sous la bannière du PS. Néanmoins, des convergences peuvent se manifester entre ces deux derniers courants au niveau des votes : en particulier pour refuser de faire porter au seul PC la responsabilité de la polémique qui divise l'union de la gauche.

A terme, on ne saurait parier que les actuels clivages politiques internes à la CFDT soient appelés à se figer et à se perpétuer. A des prises de positions politiques « droitières » peuvent correspondre des pratiques syndicales de gauche... et réciproquement. Après une période, plus ou moins longue, de décantation et de vérification des pratiques de chacun, il n'est pas imaginable que les vrais oppositions droite-gauche ne recouvrent qu'approximativement celles d'aujourd'hui. Dans la majorité actuelle de la CFDT elle-même (tendance Mitterrand), il n'est après tout pas exclu qu'on réfléchisse sérieusement, un jour, sur l'adéquation entre un engagement politique social-démocrate et une pratique fondée sur la lutte des classes. On n'en est certes pas encore là.

Cela dit, le prochain conseil national d'avril devrait contribuer à clarifier les débats : son thème a été choisi lors du conseil national d'octobre (les dates ont leur importance) : à l'ordre du jour en effet « les rapports partis-syndicats dans l'action pour aujourd'hui et pour demain ». Il s'agit là d'une première discussion destinée à préparer le congrès confédéral de 1976 dont l'un des thèmes principaux sera justement l'union des forces populaires.

Ce débat est bien sûr fondamental. Il nous concerne tous. Assurément le rôle de **Tribune Socialiste** n'est pas de s'immiscer dans les discussions internes d'une organisation syndicale. Aussi nous interdirons-nous absolument de le faire.

Mais la mission de notre journal est de faire connaître les débats et de les éclairer politiquement. Aussi, dans les prochaines semaines, nous attacherons-nous à donner la parole aux différents courants qui traversent la CFDT, sans renoncer bien sûr à notre effort autonome d'information et d'analyse.

Monique GRIMA ■

Les « Everwear » (St. Quentin) :

Elles produisent et elles vendent leurs tapis

« Les « EVERWEAR », du groupe multinational Vantona, ce sont avant tout des femmes qui produisent de très beaux couvre-lits, dont la qualité commerciale est bien connue. Elles luttent depuis neuf mois pour maintenir les 200 emplois dans leur entreprise.

En juin dernier, en effet les « EVERWEAR » apprennent que la fermeture de leurs ateliers est dé-

nion du comité d'entreprise. Les délégués CFDT et CGT se voient refuser toute possibilité de discussion. Il s'agit d'un « diktat » : tout le personnel est licencié, la procédure « judiciaire » pour faire évaluer l'usine est en cours.

Mercredi 12 février, 8 H, les « EVERWEAR » tiennent dans la grève. Mais, en attendant, disent-ils, il faut vivre et se nourrir. Ils



cidée. Là, comme ailleurs, les capitalistes « restructurent ». Ils engagent aussitôt le combat : arrêts de travail fréquemment renouvelés ; assemblées générales quotidiennes ; en ville ; fortes délégations ; diffusion massive de tracts, explications sur le grand marché de St. Quentin ; occupation de la mairie au cours d'une « table ronde »...

Chez EVERWEAR, il existe 2 sections syndicales : CFDT et CGT. Les « EVERWEAR » parviennent, en quatre mois, à faire reculer les financiers. Ils obligent les pouvoirs publics à négocier. Les emplois sont maintenant... Les travailleuses poursuivent la même production...

Pourtant, la situation reste fragile. La direction a disparu... Un administrateur provisoire est en place. En réalité, les capitalistes n'ont rien changé à leurs calculs... Le vendredi 7 février 1975, le sous-préfet de St. Quentin déclare à une délégation CFDT : « dans l'affaire Everwear, une seule solution pour sauver l'entreprise, c'est le licenciement collectif général ». A 10 H 30, les « EVERWEAR » se remettent en grève et, au cours de l'assemblée générale, ils décident l'occupation de leur entreprise. Le mardi 11 février, à 14 H 30, sur convocation de l'administrateur provisoire et du syndicat, se tient une soi-disant réunion, dans un premier temps, de fabriquer des tapis colorés pour salles de séjour, des cache-pyjamas, des tapis pour jeux de

cartes. Dans l'après-midi, les travailleuses créent les premiers modèles. Jeudi 13 février, les modèles passent en production. 600 articles sont prêts pour la vente. Le lendemain matin, les grévistes font une première vente sur le marché du quartier de l'Europe à ST. QUENTIN. 17 H, aux sorties de l'entreprise Boyer. Plus de 50 % des travailleurs Boyer participent aux achats. Une deuxième, puis une troisième se font sur le grand marché de St. Quentin. Le lendemain, ces 3 ventes ont été un grand succès. Le même jour, l'union régionale CFDT Picardie demande une première livraison de 500 articles. La section PSU d'Amiens pour sa part ; organise une vente 11, rue Ernest-Cauvin. Toujours à l'initiative du P.S.U. un comité de soutien vient de se créer à St. Quentin le jeudi 20 février il regroupe CFDT, FEN, PSU, PS, LCR, JOC, fédération Corner : le PC et la CGT ont refusé de s'y associer à cause de la présence de la LCR.

Section PSU de St. Quentin ■

On apprend avant de mettre sous presse, que deux métiers à tisser avaient été remis en service. « Pour fabriquer, vendre et se payer » selon la formule de LIP devenue célèbre ; les travailleuses à Everwear, ont entamé le stock, alors que jusque-là, pour leur fabrication, elles s'étaient contentées d'utiliser les retombées de laine.

CCP : Dupetil Raymonde.
21 02 16 Paris.



Dom-Tom : les immigrés de « l'intérieur »

Logés à meilleure enseigne que leurs collègues étrangers — ils sont en principe « français » — les 250 000 travailleurs immigrés originaires des Départements et Territoires d'Outre-Mer n'ont pas un sort beaucoup plus enviable, comme le montre l'interview que nous a accordé Paul Vergès, secrétaire général du Parti Communiste réunionnais (voir ci-contre).

Depuis une dizaine d'années, le gouvernement a entrepris d'organiser systématiquement leur immigration : il utilise les services d'un office spécial, le BUMIDOM (Bureau de Migration des DOM), dont l'action a été une nouvelle fois condamnée lors d'un récent colloque. Désormais, leur nombre représente le quart de la population active des quatre départements d'outre-mer. Pour la Réunion, qui compte 44 000 immigrés, c'est la moitié de sa classe ouvrière qui est ainsi immobilisée en « métropole », dans l'automobile — Simca, Citroën —, dans les hôpitaux de l'assistance publique, etc...

Les entreprises françaises n'ont qu'à lever le petit doigt, et le BUMIDOM met gratuitement à leur disposition (tous frais de voyage et de « formation » accélérée payés) une main-d'œuvre fraîche, bon marché, et... passablement désorientée (1). Facile : « La Réunion, un potentiel humain », signalent les brochures disposées dans toutes les Chambres de commerce du pays. Une population « jeune », « scolarisée en totalité », et surtout « disponible » puisque — signalent avec délicatesse ces brochures — « les possibilités d'emploi actuellement offertes à la Réunion ne suivent pas le rythme démographique... ».

Le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM justifie rituellement cette migration organisée comme une déportation par la « démographie galopante » (elle a bon dos), la « solidarité nationale » (alors que, selon la SOFRES, les originaires des DOM-TOM sont couramment assimilés par l'opinion à des étrangers et à des travailleurs immigrés « normaux »), le « chômage local » (mais qui est responsable de la crise que connaissent des monoproductions coloniales, comme la canne à sucre ?) et enfin la « promotion sociale ». Et tant pis si, au lieu d'apprendre en France des métiers qui seraient utilisables dans leur pays, les immigrés de ces ré-

gions tropicales apprennent à poser le chauffage central, à vider les pots de chambre dans les hôpitaux, à river des boulons sur les chaînes de voitures, ou à nettoyer les chambrées dans le cadre de ce qui s'appelle poétiquement le « service militaire adapté ».

Michel Debré, ce grand « nataliste » qui prophétise la fin de la « race française », dirige les femmes réunionnaises vers les cliniques d'avortement. Et sur les 10 000 jeunes Réunionnais de 16 à 18 ans, il en met chaque année 5 000 dans les avions en partance pour la France et prévoit 8 000 pour les années à venir. Dans l'autre sens, les Français descendent s'installer à la Réunion où les affaires sont profitables pour qui a la couleur de l'emploi. C'est cela, la solidarité nationale. C'est cela l'immigration de l'intérieur. Et c'est cela que les peuples de ces confettis de l'empire, de ces petites Frances du bout du monde, de ces oubliés de la décolonisation, tolèrent de moins en moins.

Ph. M. ■

(1) Le président du Bumidom se trouve être M. Vié, secrétaire général des Dom.



● TS : On parle beaucoup des travailleurs immigrés arabes ou portugais en France, mais rarement de ces « immigrés de l'intérieur » que sont ceux des départements et territoires d'outre-mer. Il y a 40 000 travailleurs réunionnais en France : la moitié de la classe ouvrière de ce département...

● P.V. : A la Réunion, Michel Debré et le Préfet tentent de faire chuter la natalité et ils continuent d'encourager l'émigration. La situation en France ne leur facilite pas la tâche pour le moment, évidemment. Là il y a un problème politique mais aussi moral : de 1963 à 1974, on a évacué de la Réunion 50 000 personnes, soit 10% de la population actuelle, et c'est une émigration la plupart du temps sans retour. Si on avait évacué 5 000 000 de Français, quelles réactions n'y aurait-il pas eu ! Debré, Stirn veulent continuer ça pendant quinze ans au moins : on chope les gars à 16, 18 ou 20 ans dans les centres de formation professionnelle ; sur une classe d'âge d'une dizaine de milliers de jeunes, on en déporte quatre à cinq mille en choisissant souvent « les meilleurs » après une série de tests, de concours, etc. La ponction est telle que les conséquences seront catastrophiques dans quinze ou vingt ans. C'est comme si, après la dernière guerre mondiale, les Allemands avaient pu retenir définitivement chez eux tous les prisonniers du STO...

● TS : Michel Debré a France-Inter vient de déclarer à propos du rythme des naissances : « C'est la coube tragique de la décadence française »...

● P.V. : A la Réunion il fait ça à l'envers : c'est la courbe tragique de la décadence du peuple réunionnais. Des démographes m'ont dit : si vous continuez comme ça, vous mettez au moins trois générations pour redresser la situation.

Je viens de faire une petite tournée de l'émigration réunionnaise en France. Ce sont les premiers à payer : licenciés, ou travailleurs à temps partiel. Ils se soutiennent entre eux, mais avec trente-six heures ou trente-deux heures hebdomadaires, ça devient presque impossible. Bien sûr ils protestent pour le chômage, ou à propos d'incidents racistes. Mais ils ont une vision désespérée de leur situation, comme le montre cette anecdote : un jeune travailleur qui vient de créer une section locale de l'UGTRF (Union Générale des Travailleurs réunionnais en France) multiplie en ce moment les économies et s'inquiète de savoir comment des amis de confiance pourraient utiliser cet argent s'il venait à mourir. L'explication, je l'ai eue à la fin de notre entretien : cet argent il veut qu'on s'en serve pour rapatrier son corps. « Ils me baisseront mon travail, pas mon cadavre », m'a-t-il dit.

● TS : Depuis deux ans se sont multipliées les créations de conseils populaires à la Réunion. Quelle est leur fonction ?

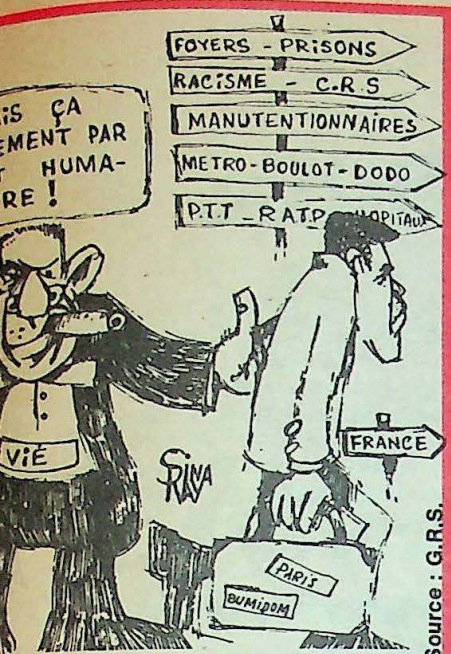
● P.V. : Les conseils populaires, c'est une idée simple au départ. Nous avions décidé d'en créer un en 1973 à Saint-Paul, une des commu-



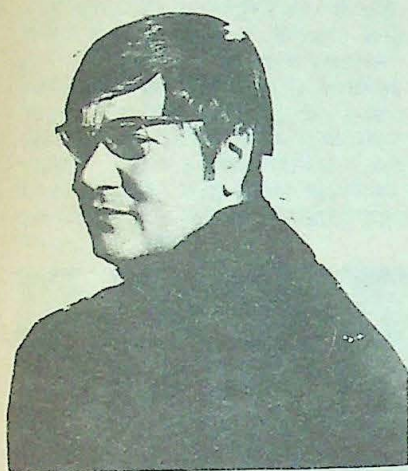
Une interview exclusive
Paul Vergès,
secrétaire général du P
Communiste Réunionnais

« la courbe tragique de la dé réunion

nes championnes de la Réunion pour les fraudes électorales. Mais de proche en proche, il a fallu prendre en charge presque tout : on vient nous dire par exemple, « Faites-nous un mariage », etc... Ça a été l'amorce de l'idée. La crise frappe tout le monde : les ouvriers agricoles, les planteurs, les petits commerçants... Dans l'état actuel de nos structures, comment faire entrer toutes ces catégories dans la bataille en dépassant les intérêts et les habitudes particulières des uns et des autres. On a donc essayé de rassembler tout le monde — et pas seulement des communistes, loin de là — dans ces conseils populaires qui existent dans presque toutes les communes. Ce sont des lieux de contestation, de proposition. Un petit exemple, un car de ramassage scolaire de vingt places emmène tous les matins quarante gosses entassés, avec les risques d'accident ; le conseil populaire arrête le car, un jour, sur la route, et lui enjoint de faire deux voyages. Et on passe à autre chose. Au sein de ces conseils, des leaders se dessinent qui, pour la population, apparaissent peu à peu comme des responsables de rechange. Dans beaucoup



Source : G.R.S.



adence naise»

de cas d'ailleurs, ils arrivent à obtenir satisfaction. Ces conseils populaires sont des structures très larges, très informelles, sans aucune bureaucratie ; ils permettent une participation accrue des jeunes et surtout des femmes qui s'y sentent plus à l'aise qu'ailleurs.

● **TS :** La Réunion est devenue depuis quelques années une véritable base militaire française. Les paras de Tananarive s'y sont repliés. Il y a près de 5 000 hommes en armes. Que peut faire le peuple réunionnais face à cette occupation de son sol ?

● **P.V. :** Il y a en effet une militarisation croissante de notre île. Le repli des forces françaises stationnées à Madagascar, c'est un provisoire qui dure ; les paras installent un aéroport, construisent des quais et des bases de télécommunications. Au large patrouille la force navale autonome de l'Océan Indien, que des navires comme le porte-avions « Clémenceau » viennent renforcer de temps en temps. Ce qui est sûr, c'est que si nous atteignons un certain niveau de lutte, ils auront les moyens de nous « impressionner ».

Il est difficile de faire comprendre à l'opinion ce problème de la militarisation. Les grandes puissances ne songent plus vraiment à repartir à la conquête de pays aujourd'hui indépendants, mais elles se rabattent sur les petites îles dont elles font des bases isolées et d'où elles évacuent les populations locales. Il y avait Diego-Garcia ; aujourd'hui à Farhar, trois mille Américains, Anglais et quelques Seychellois travaillent à monter une nouvelle base dont on ne sait absolument rien.

Ces îles qui sont déjà séparées géographiquement, sont surtout éloignées par leur appartenance à des systèmes coloniaux différents. Il est plus facile d'aller à Paris que de se rendre aux Seychelles depuis la Réunion. En plus, les économies de ces îles sont très vulnérables. Des financiers sud-africains ont fait un rêve à propos de certaines d'entre elles : ils se proposent de bâtir les hôtels, de créer des magasins où toute la population, en échange de son travail, pourrait se servir gratuitement... Nous faisons tout ce qui est possible en ce moment pour convaincre le monde qu'il faut aider ces îles dans leurs luttes contre ces bases qui servent à contrôler les communications de l'occident : 60% du pétrole américain et européen, 80% du pétrole japonais empruntent aujourd'hui la route du Cap, au large de nos îles.

Le Chef de l'état-major interarmes Joier-Noulens est venu nous dire que ça allait être chaud dans l'océan indien dans les années à venir, et on sera juste au milieu. C'est pour cela aussi que ce qui se passe à Madagascar actuellement est décisif : cette île « commande » toute la zone ; il y a là une bataille terrible des impérialistes pour empêcher ce pays d'accéder à une indépendance véritable.

● **TS :** Dans les départements et territoires d'outre-mer, la situation intérieure semble évoluer rapidement... La gauche a obtenu la majorité dans plusieurs d'entre eux en 1974. Qu'est-ce que ça va changer ?

● **P.V. :** Pour la Réunion ça change presque tout ! Psychologiquement, c'est très important : la majorité, c'est nous. Et maintenant c'est dans l'ensemble des DOM-TOM que les problèmes se posent : Saint-Pierre et Miquelon même vient de se mobiliser contre son gouverneur ; il y a eu les manifestations des autonomistes guyanais ; l'accueil fait à Giscard aux Antilles ; le renforcement militaire de Djibouti, mais aussi la mise en question de la France dans cette région ; la pseudo indépendance des Comores ; la bombinette de Stirn en Nouvelle-Calédonie ; la majorité électorale pour la gauche à la Réunion, en Guadeloupe, en Polynésie ; et jusqu'à la grève générale à Wallis et Futuna... Dans l'ensemble des DOM-TOM, on a le résultat des effets cumulés de la crise du colonialisme et des éléments de crise importés d'Europe. Il n'y a pas de chef d'orchestre clandestin à Paris ou ailleurs mais tout pourtant arrive en même temps, et les prochaines échéances sont très proches : le seuil de l'insupportable est atteint.

Propos recueillis par
Philippe MARIÉLIE ■

Djibouti : des hommes humiliés et sans patrie

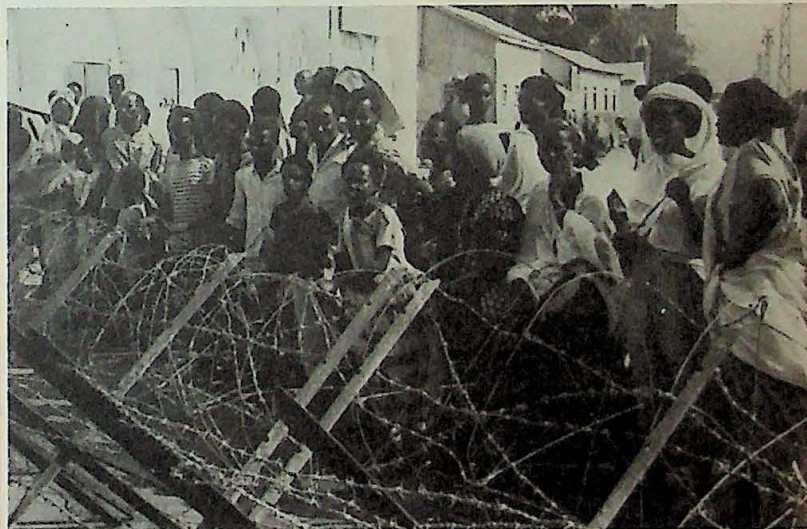


✠ Dans le bureau du capitaine Sainte Beuve, à Tadjourah, sur les bords du golfe de Djibouti, deux hommes et une femme, venus de France au nom de la gauche, s'efforcent de faire comprendre à un officier français qu'il est anormal que les cartes d'électeurs ne soient pas remises à leurs destinataires. Un chef de tribu est là, dans la salle aux stores baissés. Effrayé par la présence du commandant de cercle, il refuse de répondre aux questions des avocats et du journaliste présent, français. Il s'esquive, il s'enfuit. Dehors le soleil brûle. Quelques Afars habillés de couleurs vives causent à voix basse. C'était le 24 février 1973, durant la campagne électorale des législatives à Djibouti, pays occupé par 4 000 militaires français, pays aux mœurs électorales très douteuses...

Une ville chaude. D'autant plus chaude que l'on vient de procéder à la cour criminelle du territoire à un de ces débats-éclairés.

le président du territoire, Ali Aref. Résultat : condamnation à mort. Gracié par de Gaulle, Omar Osman Rabeh purge toujours sa peine de réclusion perpétuelle à Muret (près de Toulouse), alors qu'un doute subsiste sur sa culpabilité...

Ces deux faits, à cinq ans d'intervalle, c'est tout Djibouti, Arbitraire, fraudes électorales, répression politique, élimination des militants de l'opposition. Me Georges Pinet avait déjà, il y a quelques années, tenté d'alerter l'opinion. Et « TS » aussi, par les articles de Gérard Borel. Dans une récente conférence de presse, le Comité pour la justice à Djibouti (1) vient de révéler des faits qui prouvent la condition « infra-humaine » dans laquelle le colonialisme français maintient les ressortissants de ce territoire de la « corne de l'Afrique » : chômage, misère, consommation massive d'une drogue (le Kat), justice expéditive et policière, etc...



La population ne passe pas ! On parle beaucoup du mur de la honte de Berlin. Mais celui de Djibouti ?

propre à la justice coloniale. Un procès où le nombre des jurés n'a même pas été conforme au décret du 4 février 1904, qui implique une procédure spéciale pour ce territoire. Un procès où les jurés « autochtones » étaient étroitement dépendants de l'administration locale et où les jurés européens représentaient les intérêts dominants de la puissance coloniale. C'était le 27 juin 1968 à Djibouti. On jugeait Omar Osman Rabeh, 22 ans, militant anticolonialiste ; il était accusé, sans preuves formelles, d'avoir tiré sur

Plusieurs prisonniers, parmi lesquels Omar Osman Rabeh et Omar Elmi Kaireh (ce dernier emprisonné à Caen) ne bénéficient pas du statut politique. Ils sont oubliés. Parce que leurs ennemis politiques, eux, actuellement au pouvoir à Djibouti, ne les oublient pas. Le silence doit être rompu. Il le sera d'ailleurs, car politiquement et économiquement, aux yeux des grandes voisines, l'Éthiopie et la Somalie, la présence française à Djibouti n'a aucun avenir.

André LAUDOUZE ■

(1) F. Reille-Suret, 46, rue de Vaugirard, Paris 6e. CCP : La Source 3408810



conflits à la Régie Renault un rendez-vous manqué ?

Depuis maintenant près d'un mois toute une série de conflits secouent la Régie Renault. L'opinion publique s'étonne : est-il donc possible qu'il y ait des luttes offensives dans un secteur menacé de récession ?

Mais Renault est-il vraiment menacé de récession ? La situation de la Régie, tant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs, est nettement meilleure, en fait, que celle des autres constructeurs automobiles européens. Certes quatre journées ont été chômées en fin d'année : mais elles avaient un sens plus politique qu'économique : il s'agissait de créer les conditions psychologiques nécessaires à l'acceptation du rapprochement Peugeot-Citroën avec l'argent des contribuables. Tous ces faits confirment les travailleurs dans leur opinion : la situation est moins noire que la direction ne la décrit.

Les mêmes revendications reviennent

Le premier conflit, passé inaperçu, qui ait mis le feu aux poudres a été celui des ouvriers de l'atelier des presses du Mans, fin janvier 1974. Ils demandaient à passer professionnels. La grève des presses de Billancourt-Flins-Sandouville, en mars-avril 1973, s'était déroulée sur le même objectif. A l'époque, la Régie Renault y avait répondu par la création d'un poste d'« agent productif qualifié ».

La direction de l'usine du Mans tente alors de diviser les OS des presses en n'accordant le P 1 A qu'à certains d'entre eux. Les ouvriers refusent et continuent de couler les cadences. Finalement la Régie propose un compromis qui est accepté : elle accorde 31 centimes par heure de prime « risque-santé » aux ouvriers spécialisés de l'atelier des presses.

Ces 31 centimes de prime sont étendus aux OS presses des autres usines ; mais ils ne sont pas donnés aux ouvriers professionnels (monteurs, électriciens, outilleurs, etc...) de ces mêmes ateliers. Le résultat ne se fera pas attendre : les OP des presses de Sandouville et Flins se mettent en grève pour les réclamer. Du même coup, ils reprennent l'ensemble de la plate-forme revendicative sur laquelle ils se sont battus en juin 1972 avec, notamment, 15 points de plus pour tous les OP et l'alignement sur les régles.

Le deuxième conflit qui a servi de détonateur est celui des caristes, c'est-à-dire des conducteurs d'engins de manutention.

En 1972, à Billancourt et Flins, les caristes avaient fait grève pour obtenir le coefficient de professionnels (P 1). La direction avait fini par créer une nouvelle catégorie intermédiaire, d'abord appelée P 1 fabrication, ensuite P 1 A. A nouveau, en février 1975, les caristes de Billancourt et Flins débrayent pour exiger le véritable P 1 (P 1 B). Très vite l'approvisionnement des chaînes est bloqué à Billancourt. La Régie lockoute tout en essayant de régler le conflit au plus vite.

Elle propose une solution d'attente qui se soldera par une augmentation variant entre 73 et 23 F pour tout le personnel ouvrier de la manutention. Les caristes acceptent de suspendre leur mouvement. La Régie Renault parle de solution d'attente, car elle reverra globalement des classifica-

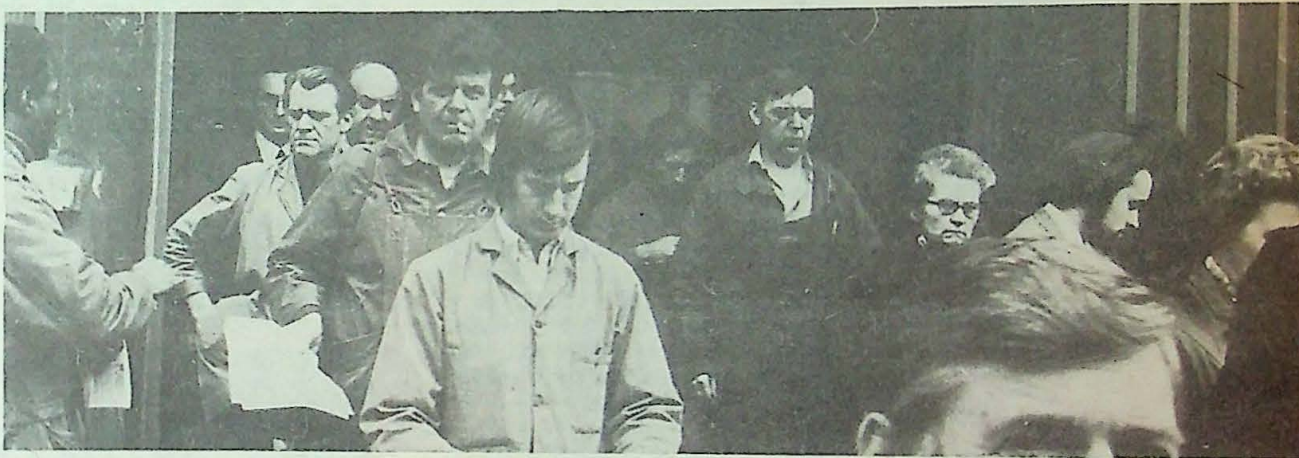
Il semble d'abord qu'en matière d'augmentation de salaire, les ouvriers jugent plus abordables les gains consécutifs au passage au coefficient supérieur plutôt que les objectifs portant directement sur une somme importante (250 ou 300 F uniformes pour tous par mois). Les revendications sur les classifications apparaissent comme plus concrètes, plus palpables, plus susceptibles d'être satisfaites.

Les objectifs en terme de classification posent ensuite le problème de l'évolution professionnelle de chacun non seulement au niveau du salaire (ce qui reviendrait à revaloriser la prime d'ancienneté et à nier le principe « à travail égal, salaire égal ») mais essentiellement au niveau de l'accession à des postes plus qualifiés, donc mieux payés.

cadence supérieure de 33% à 50% par individu, sans que le travail soit vraiment plus intéressant parce que l'on monte en entier un moteur ou un train avant. Sous un manteau humaniste se camoufle la volonté patronale de trouver une organisation du travail qui permette plus de profit.

Le refus de l'épreuve de force

La CGT a éprouvé le besoin de déclarer dans un communiqué que les syndicats dirigeaient bien les grèves à la Régie Renault. Lorsqu'une organisation se permet une telle mise au point vis-à-vis de l'opinion publique, cela veut dire qu'il y a un problème. Par ailleurs la CGT a écrit dans un tract qu'il ne fallait pas tomber dans le piège de l'épreuve



tions le 18 mars, une fois que seront connus les résultats des discussions entre le patronat de la métallurgie et les syndicats sur le même sujet.

La grève des caristes fait alors bouler de neige ; la Régie étend très vite à la quasi totalité du personnel, ce qu'elle a lâché pour la manutention. Mais nombreux sont les OS et OP qui estiment une telle solution insuffisante, ils refusent d'attendre le 18 mars.

Les grèves fusent donc de toutes parts à Billancourt, Flins et Le Mans. Les objectifs sont très diversifiés, mais en grande partie convergents ; les uns veulent le coefficient supérieur, d'autres le P 1 ou bien quinze points de plus, ou bien vingt points de plus, ou encore, mais très minoritairement, soit 250, soit 300 F uniformes supplémentaires par mois.

Pourquoi les classifications ?

Depuis 1968, l'immense majorité des conflits d'envergure à la Régie Renault porte sur les classifications. Pourquoi ?

Plus fondamentalement et implicitement, les revendications sur les classifications remettent en cause toute l'organisation et la division capitalistes du travail. Le refus du travail à la chaîne ne s'exprime pas encore en mots d'ordre mais il risque bien d'apparaître d'ici quelques temps.

Les réponses patronales

Sous la pression des travailleurs, la Régie Renault procède par replâtrages successifs sur sa grille de classification : l'agent productif qualifié, P 1 Fabrication, P 1 A. On aboutit ainsi à un édifice guère plus cohérent que le précédent. La grille proposée par l'UIMM (Union des Industries Minières et Métallurgiques) est un peu plus simple — le nombre de coefficients est plus réduit — mais elle ne résoud rien.

Sur un autre plan, la Régie Renault répond au « malaise des OS » par des expériences de restructuration et d'enrichissement des tâches en particulier dans les usines du Mans, Choisy et Douai. Le but recherché est clair : augmenter la qualité et le rendement. La création des « groupes autonomes » aboutit donc à une

de force, les actions doivent garder un caractère responsable.

Il est flagrant que les organisations syndicales, tant CFDT que CGT, ont été surprises par l'ampleur des mouvements.

Face à une telle situation, plusieurs solutions s'offraient

— soit tout faire pour réaliser dans les meilleures conditions l'unité de tous les travailleurs sur des objectifs communs et contrer l'inévitable tentative de lock-out,

— soit laisser les travailleurs se battre, atelier par atelier, en évitant toute grève bouchon qui aboutit à un lock-out.

C'est le deuxième choix qui a prévalu. Essayons de comprendre pourquoi. Il n'est pas évident tout d'abord qu'une grève longue, dure, massive aboutisse à une victoire : la grève des PTT nous prouve que la bourgeoisie a les moyens de résister. L'inexistence de toute perspective politique immédiate pour les signataires du programme commun pèse lourdement sur l'évaluation du rapport des forces effectuée par nombre de militants syndicalistes. Enfin, et surtout, aucune organisation syndicale n'est vraiment prête à se battre globalement sur les classifications.

Brèves sociales Brèves sociales Brèves sociales

● La Fragneuse ou l'obstination d'un flic

Inspecteur de police à Besançon, Poty possède avec son frère, une ferme de 20 ha au Deschaux (Jura). Cette ferme est exploitée par René Jacquot un agriculteur de quarante ans.

Roublard et malin, le policier a proposé à ce dernier d'acheter 9 ha de sa terre à lui Jacquot ainsi que les bâtiments. Ce qu'il ne précisait pas c'est qu'une des clauses de la vente était l'abandon des 20 ha restant... Et cela au profit d'un certain Thévenin gros accapareur de terre, agriculteur à Saint-Loup en Côte d'Or.

Des agriculteurs, paysans-travailleurs du Jura, n'ont pas voulu laisser passer ce licenciement qu'était l'expropriation de Jacquot par Thévenin, et le 19 janvier ils étaient trois cents à pique-niquer sur la ferme de la Fragneuse et à promettre de revenir si Thévenin voulait s'installer. Ils sont revenus le 17 février pour cloturer les terrains de la Fragneuse et bien signifier aux Poty et Thévenin que jamais les Jacquot ne partiront. Aux dernières nouvelles Thévenin aurait reculé mais Poty s'obstine... Ils sont têtus ces flics... !

● La Roche-sur-Yon : Big-Chief

Biderman, « le n° 1 du costume », reprend l'entreprise. Le nouveau patron annonce une restructuration, mais reste évasif sur les licenciements « qui seront réduits »... En fait rien n'est réglé... chez Big Chief, comme d'ailleurs un peu partout dans le département de la Vendée où le problème de l'emploi est durement ressenti.

Aussi la mobilisation des travailleurs se poursuit. Le Comité de soutien aux travailleurs de Big Chief (regroupant des militants du PSU, de LCR, du CMRV, des Paysans-travailleurs, de l'APF, du MRJC, de Vie nouvelle, de l'Ecole émancipée...) et l'Union locale CFDT ont organisé samedi 15 février : « Six heures pour l'emploi »...

Trois cents personnes se sont rassemblées autour de travailleurs de chez Big Chief, mais également de chez Périer (fermetures métalliques Cholet), de la SICA-SAVA (Challans), de la CII, de Badin (à Toulouse), de deux représentantes des LIP et des camarades Paysans Travailleurs du département, qui à cette occasion, ont témoigné sur leur action anticapitaliste et fait sur place une vente directe de viande.

● Landes : TTA occupée depuis deux mois

A Souprosse, les soixante deux salariés de la TTA (Techniques thermiques et aérauliques) luttent depuis le 19 octobre pour conserver leur emploi. Malgré diverses démarches auprès de la préfecture, la constitution d'un comité de soutien, l'aide des paysans-travailleurs, une journée « portes ouvertes », aucune solution n'est annoncée. Pourtant sept industriels se sont signalés pour reprendre l'affaire. Silence des patrons, silence des pouvoirs publics... Mais les travailleurs tiennent bon.

● Défendre l'emploi dans le Val d'Oise...

Dans la région parisienne, le chômage a augmenté de 42 % entre novembre 1973 et novembre 1974. Le Val d'Oise est un des départements les plus touchés : 57 % pour la même période. Novembre 1973 : 12 500 chômeurs ; novembre 1974 : 19 500. Les catégories les plus touchées : les jeunes de moins de 15 ans, les femmes, les employés, les OS... Dans la région d'Argenteuil et de Sarcelles les fermetures se succèdent : Galerie Barbès à Sarcelles (60 personnes), Peinture Villemer au Tillay (160 personnes) les licenciements sont en cours chez Delacoste (Asnières-sur-Oise) Balancy (Chambly), Idéal-Standard (Argenteuil), Leguen Hémidy (Gonesse) sans parler des réductions d'horaires. La fédération PSU du Val d'Oise mène une campagne active contre ces licenciements et a proposé la tenue d'Assises locales pour l'emploi.

● ... et dans la Sarthe

Selon le comité d'expansion économique de la Sarthe, ce département battrait des records de développement économique : 1 460 créations d'emploi prévues en 1974, 2 745 en cinq ans. En vérité, il n'y en a eu que 615 en 1974 et pour l'année à venir, c'est le chômage qui va battre les records : 7 750 chômeurs au 31 décembre 1974, dont 57,5% sont des jeunes de 16 à 24 ans et 65% des femmes. Licenciements (626 en 6 mois), non-remplacements (1 500 emplois supprimés chez Renault - Le-Mans, 800 chez Moulinex, 600 chez Celmans) et réduction d'horaires sont monnaie courante. Ça n'empêche pas la production et les rendements d'augmenter ! Mais face à cette offensive patronale, les travailleurs s'organisent. L'usine S.I.C.O. au Mans montre l'exemple...

● Jain (Pleyben-Finistère) : le soutien se poursuit.

Dans cette usine de salaisons, la grève dure depuis deux mois. L'augmentation des salaires est à l'origine des revendications, les ouvriers demandent une amélioration de leur traitement correspondant à l'élévation du coût de la vie, et le rattrapage des treize mois écoulés sans modification du salaire. Les ouvriers accomplissaient quarante cinq heures trois quarts par semaine, à un prix horaire sensiblement identique à celui du SMIC.

Le patron a voulu riposter par le licenciement d'une dizaine de grévistes, le 18 janvier dernier. L'inspection du travail les a refusés. La vente sauvage de porcs débités par les ouvriers a rendu le conflit populaire dans la région. Le silence et les menaces de la direction ont renforcé la détermination des travailleurs.

● Le Mans : 720 travailleurs contre DBA



La SICO (Société industrielle des comprimés de l'Ouest) est une filiale du groupe DBA (Ducellier - Bendix - Air équipement) deuxième dans la branche de l'équipement automobile en France. Depuis le 16 décembre, 142 licenciements sont annoncés. Les travailleurs les refusent. A la huitième semaine du conflit, la mobilisation sous l'impulsion de la CFDT et FO reste effective à 80 %. Malgré les difficultés (deux usines de quatre équipes), les décisions sont prises en assemblées générales. A chaque réunion du CE des travailleurs débrayent. Durant les week-ends les usines sont occupées pour éviter les démontages : 200 000 pièces destinées à l'armée constituent un trésor de guerre. Une popularisation massive est réalisée, dans les rues, sur les marchés, près des grands magasins. Les travailleurs assurent un reportage permanent de leur lutte avec des diapos, des films.

M.B.

C'est peut-être paradoxal, mais alors que depuis 1968 presque toutes les luttes ont porté sur ce point, celui-ci ne figure pas en priorité dans les plate-formes revendicatives. Certes la grille unique s'y trouve en bonne place, mais pour les ouvriers spécialisés, c'est un mot d'ordre abstrait sans grande signification. En réalité les organisations syndicales sont pour le moment dans l'incapacité de traduire en mot d'ordre le désir d'évolution professionnel des travailleurs et la remise en cause de la division du travail.

Beaucoup de militants considèrent les luttes sur les coefficients comme des luttes purement catégorielles qui se juxtaposent sans se rejoindre. Durant les grèves, certains militants d'extrême-gauche ont essayé de substituer en assemblée générale les mots d'ordre sur les classifications en mots d'ordre sur les salaires, mais ils n'ont réussi qu'à démobiliser les travailleurs. Pour un militant, il est effectivement peu tentant de demander aujourd'hui le P 1 pour une catégorie, demain le P 2 et après-demain le P 3 pour la même. Mais n'existe-t-il pas justement une autre manière de résoudre une telle impasse ?

Quelques conclusions

Lorsque la Régie Renault a cédé partiellement devant les OS des presses du Mans et devant les caristes, puis a étendu les mesures provisoires à tout le personnel, la CGT a parlé de recul important et décisif de la direction.

Il est vrai que la Régie Renault a accepté de payer au 1er mars (mais pour combien de temps ?) le même salaire à tous les ouvriers spécialisés et P 1 A qui sont à un même coefficient. Mais aucune garantie n'existe pour l'avenir. Les ouvriers en ont bien conscience et c'est pourquoi ils ont continué la lutte ; ils avaient l'impression qu'un piège à illusion se refermait une fois de plus sur eux.

Les organisations syndicales ont essentiellement considéré ces grèves comme des témoignages du mécontentement général pour démontrer à la Régie qu'elle avait eu tort de miser sur la paix sociale avec un « accord » au rabais.

Pourtant les mots d'ordre unitaires existaient dès le départ, (suppression des indices minimum et moyens pour chaque coefficient, un seul coefficient d'OS, vingt points de plus pour tous, deux cents heures de formation générale obligatoire tous les ans pour chacun sur le temps de travail)... mais à condition de vouloir prendre en charge simultanément ce qu'implique une lutte sur les classifications au niveau de la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail.

Personne ou presque n'y était prêt et ne le voulait. Faute de perspectives, les grèves ont tourné court. Une occasion de franchir une étape a été perdue.

une marchandise périmée ?

Les grèves d'immigrés d'Avignon et de Montpellier, et la forte participation au colloque de l'immigration du 15 et 16 février (1 500 personnes) manifestent une volonté de lutte parmi les travailleurs immigrés. Ce colloque présentait quelques ambiguïtés quant à l'unité des travailleurs français et immigrés, mais quelle a été la réponse des organisations syndicales et politiques ?

Si le colloque de Montpellier n'a débouché que sur le « énième » projet de coordination des comités de soutien, la journée nationale d'action des syndicats ne s'est exprimée que par des délégations au secrétariat d'Etat à l'immigration (même si dans certaines entreprises il y a eu quelques essais de sensibilisation sur ce problème).

Cette carence est d'autant plus dramatique que la surexploitation des travailleurs immigrés est aggravée par la situation nouvelle que créent la promulgation de nouvelles circulaires (Ponia-Dijoud), la montée du chômage, et l'annulation de certains aspects de la circulaire Fontanet-Marcellin qui n'a pas été suivie d'effets. Au contraire le gouvernement manifeste la volonté d'appliquer encore plus brutalement cette circulaire en ignorant les décisions du conseil d'Etat.

Les premières victimes

Le problème urgent des « sans papiers » n'est que le résultat d'une politique menée depuis dix ans par le gouvernement et le patronat qui permettait cette immigration clandestine.

Le CNPF a dit (avril 1970) : « La présence de cette immigration donne à notre économie plus de souplesse »... Nous ne tolérons pas que ces travailleurs, recrutés et embauchés clandestinement, subissent les conséquences d'une inégalité dont le patronat et le pouvoir sont seuls responsables.

A la répression des travailleurs clandestins s'ajoute celle qui frappe les travailleurs saisonniers :

- travailleurs intérimaires à une échelle internationale ;
- contrat limité à deux mois, violé souvent par le patronat.

Mais la répression ne se limite pas aux travailleurs clandestins ; elle frappe également les travailleurs immigrés en situation régulière (des travailleurs immigrés qui ont changé de secteur professionnel ou géographique se voient refuser le renouvellement de leur carte de travail et de séjour).

Les travailleurs immigrés subissent donc les premiers le contrecoup de la crise économique. En situation de chômage, le pouvoir leur refuse le renouvellement de leur carte. Dans une telle situation, l'unité des travailleurs français et immigrés est plus que jamais nécessaire : la garantie de leurs droits de travailleurs doit être reconnue par un document unique (simple carte d'identité).

Coordination Immigrés Psu-RP ■



Foyers : pas de certificat

Les travailleurs africains ont des difficultés pour obtenir de leur logeur les certificats d'hébergement nécessaires aux démarches depuis la promulgation des circulaires Dijoud-Poniatowski : « Les logeurs des foyers surpeuplés ne délivrent pas de certificats à tous les occupants », a expliqué un travailleur malien à l'occasion d'une distribution de tracts pour la journée d'action syndicale du 21 février.

Ce travailleur est « éboueur saisonnier » (c'est inscrit sur sa feuille de paye). Il travaille pourtant à la préfecture de Paris depuis dix ans à raison de douze heures par jour (il n'y a aucune trace d'heures supplémentaires sur sa feuille de paye).

Il habite un foyer à raison de six par chambre où l'on paye deux cents francs par mois et par personne. Le tiers de ces chambres deviennent des douches quand il pleut...



Paysans :

Larzac : bientôt l'épreuve de force

La Direction Politique Nationale du P.S.U. réunie le 23 février a renouvelé son soutien aux paysans du Larzac et aux travailleurs de Milau frappés par le chômage.

Elle a exprimé son indignation devant les méthodes autoritaires utilisées par le gouvernement, qui n'a pas hésité à faire occuper les mairies par l'armée à l'occasion de l'enquête parcellaire, mairies qui étaient fermées à la suite du refus unanime des populations et de leur municipalité de collaborer à cette enquête.

Pris à contre-pied par les luttes contre ses plans de militarisation des services publics et de l'économie, le pouvoir a besoin d'une revanche. Il ne veut pas perdre la face et engage, sur le thème du Larzac, une épreuve de force pour briser toute résistance populaire. Ce n'est pas seulement le Larzac qui est en cause, c'est aussi l'ensemble des

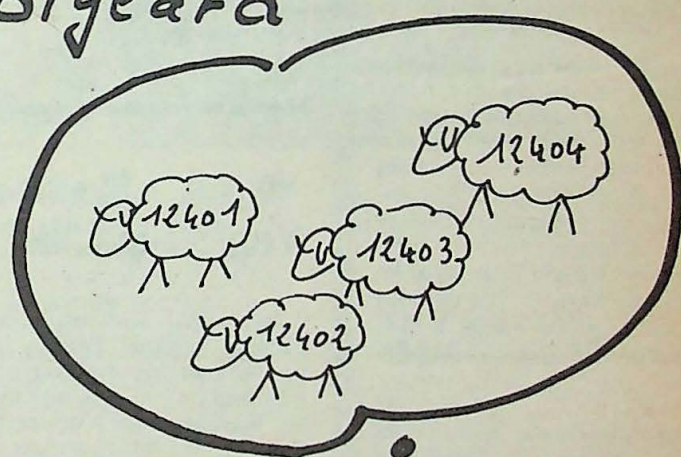
luttres menées contre les expropriations pour cause d'utilité dite publique.

Depuis Canjuers et Draguignan, plus personne ne croit aux retombées économiques des installations militaires. En fait, pour chaque exploitation agricole supprimée, deux ou trois emplois disparaissent. L'extension du camp accélérerait la désertification de toute une région où les problèmes du chômage sont particulièrement cruciaux. Elle serait ressentie comme une nouvelle atteinte aux droits des occitans à vivre et à travailler chez eux.

Seule l'unité dans l'action de toutes les forces populaires (en particulier les forces syndicales et politiques) permettra de faire échec à l'offensive du pouvoir. ■

Affiches en vente à la Fédération de Paris - PSU - 9, rue Borromée, 75015

bigear d



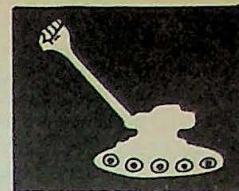
Les moutons du Larzac l'empêchent de dormir

Les LIP sur le Larzac

A la suite des heurts survenus, à deux reprises en janvier, entre les gardes-mobiles et les paysans du Larzac, la section CFDT-LIP et l'Union Locale CFDT de Besançon ont décidé d'acheter une parcelle d'un hectare au lieu-dit Sainte-Catherine, près du hameau de La Blaquière, à proximité du camp militaire. L'acte de vente a été passé devant le notaire le 10 février.

La saison des « manifs » et des procès

Armée



Les casernes bougent toujours : lundi 17 février, manifestation d'appelés à Nancy ; mercredi 19, manifestation de soldats à Verdun. Le même jour « une grève du silence » a été observée, en protestation contre la mort de Serge Camier, écrasé par un char au cours de manœuvres dans l'Aisne. Serge Camier avait été envoyé à Sissoune suivre un « stage commando » : il s'agissait d'une « sanction ». C'est bien contre la responsabilité du commandement qu'ont manifesté les soldats à Verdun, aux cris de « Non à l'armée de Bigeard et de Bourges ».

La semaine écoulée a vu

aussi l'engagement public du PCF et du Mouvement de la Jeunesse communiste aux côtés des soldats, soutenant leurs revendications. Et le 24, Bigeard a tenté une opération de charme en direction des appelés en « dialoguant avec eux, de son appartement parisien ».

Dans le même temps, le TPFA de Reuilly condamnait à dix-huit mois de prison Bruno Simon, amnistié pour le délit d'insoumission, mais inculpé de « refus d'obéissance » : c'est la « reprise » des procès d'insoumis, après les procès des appelés coupables d'avoir manifesté à Draguignan et d'avoir signé

l'Appel des Cent ; la condamnation est d'autant plus lourde que Simon n'a guère été soutenu, et qu'un procès n'a pas suscité de protestation de masse. Il s'agissait du premier procès touchant les insoumis et déserteurs « bénéficiaires » de l'amnistie présidentielle ; sa défense a été politique, dénonçant le rôle de l'armée. Le verdict a donc été celui d'un procès politique, et sa lourdeur n'en est que plus significative et inquiétante.

Deux autres procès de même nature vont se dérouler au TPFA de Bordeaux (célèbre pour sa « sévérité ») : celui de Manu Grillet, et celui de notre camarade

Bernard Rémy. Tous deux se trouvent dans le même cas que Simon, et sont actuellement emprisonnés à Gradignan. Tous deux sont solidaires des luttes des appelés comme de celles des objecteurs et des insoumis. Un comité de soutien local (à Bordeaux) s'est constitué pour populariser leurs positions, et impulser des actions de solidarité.

Information pour les Droits du Soldat :

la conférence nationale des 1 et 2 mars

Salle Grunbaum Ballin, Théâtre Jean Vilar. Place Stalingrad, à Suresnes.

● SAMEDI :

13 h : accueil des délégations et invités.

14 h 30 : ouverture de la conférence, sous la présidence de Laurent Schwartz, Maître Even et Bertrand Jullien. Rapport général (N. Baby)

15 h 30 : débat sur le rapport

17 h : interventions des délégations des formations invitées : FEN, CGT, CFDT, Ligue des Droits de l'Homme, Syndicat de la Magistrature, Mouvement d'Action Judiciaire, Jeunesse Etudiante Chrétienne, Jeunesse Ouvrière Chrétienne, et V.V.D.M. (syndicat des soldats hollandais)

19 h : suspension de séance

21 h, sous la présidence de Jean Cardonnel, Patrice Finel (secrétaire national du Mouvement de la Jeunesse Socialiste), et Michel Abrahamian (un des premiers signataires de l'Appel des 100, ex-animateur de comités de soldats à Achern, puis St Wendel), reprise du débat général

● DIMANCHE

9 h 30 : commissions (plate-forme d'IDS, luttes des soldats et marins, la lutte pour la construction d'un syndicat de soldats, structuration d'IDS)

12 h : suspension de séance

13 h 30 : sous la présidence de Roger Foirier, Geneviève Petiot (du BN du PSU) et Alain Fainac (du P.S.), rapports des commissions et débats

16 h : vote des textes et élection du collectif national



A ces cris, cent cinquante soldats en tenue, du 150^e régiment d'infanterie défilaient dans les rues de Verdun, mercredi 19 février.

Ils protestaient contre les conditions d'insécurité qui ont causé la mort de leur camarade Serge Camier, broyé par un char AMX 30 dimanche 16 février, lors d'un exercice particulièrement dangereux et stupide de la manœuvre de Sissoune. « Il a payé de sa vie un exercice classique qui, de toute évidence, ne fut pas entouré d'un dispositif de sécurité opérant » (Est Républicain du 19.2.75).

Serge avait été pendant 6 mois et demi en service aux cuisines ; il avait été muté dans cette compagnie de combat, et a été envoyé au casse-pipe

après seulement quinze jours d'entraînement. La veille déjà, un autre soldat était blessé par balle au cours d'un exercice de tir de nuit, et un autre avait une jambe cassée.

A Verdun, il est devenu fréquent que des soldats soient blessés, mutilés à vie ou tués par des exercices de tir, le parcours de la mort, une conduite en état d'épuisement. Ces accidents surviennent surtout lors des manœuvres et des stages commandos.

Aussitôt qu'ils ont appris la mort de Serge, les soldats du 150^e RI et du 2^e RC - ont manifesté leur colère sur le terrain même de la manœuvre. Leurs slogans hostiles à Bigeard sont une réponse cinglante à sa nomination au poste de secrétaire d'état à la Défense. Celui dont la philosophie se résume dans cette phrase : « Un mort, c'est un con » (Journal du Dimanche). Et qui a dit aussi : « Parachutiste, tu es fait pour mourir » (écrit par Bigeard sur les murs des chambrées de son régiment). Il saura désormais que les appelés de Verdun ne l'entendent pas ainsi.

Une lettre de Bernard Rémy : la fiction de l'isolement

Ici commence un procès politique. Vous allez entendre parler un homme libre, vous allez entendre la parole de sa liberté collective : je suis membre du P.S.U., du G.I.A., je suis collaborateur de « Libération », j'ai participé à des réunions de travail avec le C.A.M., avec le G.A.R.M., et avec le M.A.J., à des réunions d'information avec des appelés venant de plusieurs casernes d'Allemagne et de France, à d'autres réunions encore où se trouvaient rassemblés des insoumis, des objecteurs de conscience, des appelés. J'ai également rencontré des engagés et des anciens engagés, des anciens élèves de polytechnique, et

— à l'invitation de la coordination nationale des Comités Chili — j'ai pris part aux travaux de plusieurs comités de la région parisienne, et ai pu prendre la parole comme déserteur au meeting des Comités Chili à la Mutualité, en mars 1974, où s'exprima la résistance chilienne. D'autre part, à la demande de J.P. Faye, j'ai fait une « conférence » au colloque « Change » en juin 1973 au centre culturel international de Cerisy. Nous avons également été invité par des employés de banque en grève, des lycéens occupant leur lycée dans le cadre des « 10 % sauvages ».

Il ne s'agit pas d'un bilan : ce que je veux montrer, c'est le ca-

ractère public, social, de mon, de notre action, on ne peut y voir aucune trace de marginalisation. La désertion m'a donc ouvert à toute une multiplicité de positions dont la communication avec elles, sans exclusive, chacune ouverte sur les autres, supposait que la désertion ne soit pas transformée, raidie, solidifiée en rôle social, dont il s'agirait de défendre les privilèges et d'affirmer la valeur supérieure ; son mouvement est beaucoup plus simple et beaucoup plus heureux : il m'a donné du temps et des lieux de rencontre différents et non-contradictoires. Ce voyage prouve une chose : en fait nous sommes tous d'accord... B.R.

Divorce :

Une réformette de plus ?

La notion de divorce n'a pas toujours été admise dans notre droit, qui a longtemps refusé d'admettre cette idée si simple pourtant que l'amour ne dure pas nécessairement aussi longtemps que l'éducation complète d'un enfant.

Le droit français l'a admis, mais avec beaucoup de réticences. Aujourd'hui, une modification « profonde » des règles régissant le divorce est envisagée. Mais subsiste la raison du mariage, qui est de « nourrir, entretenir et élever les enfants » (Code Civil, titre V,

aléas et injustices que cela comporte.

Pourtant l'Etat est le mieux placé pour remédier à de telles injustices. Mais il refuse d'en payer le prix : cela lui coûterait trop cher et serait relativement inutile. Admirablement cyniques, nos dirigeants ont compris, depuis longtemps que, quelles que soient les difficultés et les souffrances imposées au parent qui a la charge d'élever les enfants, les enfants seront élevés — plus ou moins bien, mais en tout cas suffisamment pour le besoin que le marché du travail a d'eux.



chapitre V, article 203) ; qu'en a-t-on fait jusqu'à maintenant, et que va-t-on en faire ?

Eh bien, l'obligation de « nourrir, entretenir et élever les enfants », qui reposait sur les deux époux, ne repose (dans le droit actuel) et ne reposera (dans la réforme envisagée) que sur un seul des époux, celui qui aura la garde des enfants (dans 90 % des cas la mère). La nouvelle loi ne changera rien de substantiel à cette économie. L'autre parent, celui qui n'a pas la garde des enfants, sera simplement tenu de verser une pension alimentaire.

Réformistes mais cyniques

La pension alimentaire, fixée en général à un taux très bas, sauf quand les époux sont d'accord et en fixent eux-mêmes le montant, est due par le parent qui n'a pas la garde des enfants, et par ce parent-là seul. Par conséquent, que l'ex-époux disparaisse, la pension alimentaire disparaîtra avec lui.

Une réforme audacieuse aurait décidé que la pension serait versée par l'Etat. Pension revalorisée, fixée suivant l'âge des enfants et non par la plus ou moins brillante situation de leur père (ou mère), et surtout versée régulièrement.

Cette réforme audacieuse n'est pas pour demain. Quelques modifications sont prévues pour assurer le paiement effectif de la pension (illusoire, je le crains) mais le débiteur de la pension reste l'ex-époux, avec tous les

Reste la réforme elle-même, qui se borne à élargir les causes de divorce : au divorce-sanction uniquement recevable aujourd'hui, s'ajouteront le divorce par consentement mutuel, et, curieusement, quelque chose qui ressemble à la répudiation.

Divorce-remède

Le divorce par consentement mutuel est certes une heureuse innovation. Mais innovation sur le papier seulement, car depuis très longtemps les « divorces d'accord » font la joie des avocats. La pratique avait depuis longtemps suppléé à cette carence de la loi. Réformette donc, mais utile car elle supprimera la notion de « faute » plus ou moins douloureusement éprouvée par celui ou celle « aux torts de qui » le divorce était prononcé.

Pudiquement appelée « divorce-remède », une forme de répudiation fait son apparition. Un homme ou une femme qui aura lassé son conjoint ou bien dont l'état mental sera atteint, pourra se voir divorcé d'office au bout d'un certain nombre d'années. Quelles que soient les compensations financières accordées à l'époux répudié, on peut penser à l'humiliation ressentie par celui (ou celle) qui se verra ainsi, officiellement, déclaré (ée), après usage, inapte au mariage.

Mariage, mariage, que de crimes on commet en ton nom !

O.A. ■

Cadre de vie



Atome et
« gueule fermée » :

Le prince sans rire

Nous avons une chance extraordinaire de vivre en France en 1975. La France, chacun le sait, c'est le pays du Progrès libéral, social et humain. Ainsi chaque catégorie sociale est protégée des attaques injustes et des diffamations scandaleuses. Jamais, au grand jamais, vous ne verrez dans notre presse nationale et sociale moindre agression venimeuse contre les travailleurs immigrés, le moindre soupçon raciste à l'égard des jeunes, la moindre attaque contre des enseignants gauchistes, la moindre vitupération contre des travailleurs en grève.

Ce n'est pas dans notre pays qu'il peut exister des feuilles telles que le *Parisien Libéré*, *Minute*, *Paris-Match*, *Le Figaro*, voire *France-Soir*. Si cela était, si de tels organes de presse sortis de mon imagination débri-dée pouvaient se livrer aux attaques que je viens de mentionner, nul doute qu'ils fussent sur le champ saisis, interdits et ceci sans préjudice des dommages et intérêts ultérieurs.

Une preuve, en voilà une : la couverture de la *Gueule Ouverte* portait un dessin manifestement caricatural, représentant un scientifique notoire (également philosophe à la petite semaine sur « TF 1 ») encadré par deux gendarmes dont le visage exprimait toute la fraternité et la joie de vivre de la France de Ponia. Jusque-là, ce spectacle n'avait, semblait-il, rien d'outrageant : après tout, il faut bien se défendre contre les jeunes, les immigrés et les contestataires, voire même les écologistes.

Mais ce que Leprince Ringard n'a pas supporté, c'est la légende accompagnant le dessin : « L'escroc Leprince-Ringuet face à ses juges ». Sur Leprince-Ringuet, il est d'accord, c'est « l'escroc » qui le chiffonne. Mais qu'est-ce qu'un escroc sinon celui qui tend à présenter une marchandise frelatée (les centrales nucléaires) comme du tout bon, tout gentil. Et qui sont les juges ? Seul un Ponia peut ne pas comprendre qu'il s'agit de la communauté scientifique qui vient de désavouer massivement l'« escrocologue Leprince », fut-il Ringuet.

Que ce dernier, non content d'être dorénavant ridicule, veuille ajouter l'odieux et le policier à son personnage ne prouve qu'une seule chose : que la science n'est pas ce qu'un vain peuple pense.

De toutes façons — nous pouvons l'assurer aux sbires scientifico-policiers — la « Gueule Ouverte » ne sera pas fermée et ils feraient mieux d'aller colmater de leurs doigts de sycophantes, les brèches des systèmes de sécurité de leurs chères centrales nucléaires... si jamais elles sont construites.

Jacques THIBAUT ■

* Lisez. Faites lire la « G.O. » sinon achetez-là !

NABEUL ou KRK ?

Vacances de printemps :

pour couper l'année par une semaine de détente, ARVEL vous propose :

- L'île de KRK en Yougoslavie
- Nabeul en Tunisie
- Voyage en avion
- Pension complète en hôtel très confortable (toutes chambres avec bains) au bord de la mer.
- Excursions (comprises dans le prix à KRK)
- Prix spéciaux pour les enfants jusqu'à 12 ans

DEPARTS	KRK 24 / 3-31 / 3		NABEUL 25 / 3-1 / 4	
	Adultes	Enfants	Adultes	Enfants
de Lyon	720	500	840	520
de Paris	750	500	940	590

Renseignements : ARVEL 12A, Bd Brotteaux 69006 Lyon - Tél (78) 52 56.48

une solution de rechange ?

Chili

Espagne :



Le régime de Pinochet est-il menacé par l'impérialisme et par des secteurs importants de la bourgeoisie chilienne ? Dans la conférence de presse d'Andres Pascal, secrétaire général du MIR (à Santiago, en décembre dernier) et dans l'intervention de Luis Badilla, représentant de la gauche chilienne au dernier meeting du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, plusieurs éléments ont été apportés pour appuyer la thèse d'une possible « ouverture démocratique » du régime mis en place avec l'accord de Washington.

Selon Luis Badilla, une fois terminée la phase d'occupation militaire du pays et après avoir profondément démantelé les organisations populaires, les généraux pourraient parfaitement être remplacés par des technocrates ou des politiciens civils. Le régime de Pinochet s'est avéré efficace pour détruire et massacrer, mais il a totalement échoué dans son projet de « reconstruction ». L'impérialisme a besoin de pouvoir montrer le Chili comme un exemple de prospérité économique, avec une apparence de démocratie, car le « coût international » du régime de Pinochet est trop lourd à payer.

L'analyse du MIR, si l'on en croit les réponses données par Andres Pascal aux journalistes étrangers, insiste sur l'instabilité croissante de la junte militaire. « L'absence de base sociale de la dictature militaire est la cause de son instabilité. La junte a été incapable de créer un mouvement civil d'appui, mais elle a aussi été incapable de résoudre la crise de la bourgeoisie, laquelle souffre d'une accentuation de ses contradictions internes (conflits de la junte avec la démocratie chrétienne et l'Eglise ; débats entre Orlando Saenz, ancien président du syndicat patronal, et les groupes économiques alliés à la junte ; opposition entre le collège des avocats et l'appareil judiciaire, entre le petit et moyen commerce et les grands industriels, etc...). Si l'on ajoute à cela l'échec économique de la « politique gorille », l'isolement dû à la pression internationale (même de la part des pays capitalistes), la réorganisation du mouvement ouvrier, la restructuration des forces de gauche, et la résistance qui s'affermi, vous comprendrez que les perspectives pour la dictature chilienne soient celles d'un affaiblissement profond ».

Ces contradictions se reflètent aussi au sein de l'appareil militaire. Le corps des sous-officiers et la troupe pâtissent de la situation économique et de la paupérisation qu'elle entraîne. Différents mouvements de revendication ont déjà eu lieu. La répression au sein de l'armée et de la marine n'a pas cessé.

A la fin de l'année dernière, Pinochet a annulé soudainement un voyage au Pérou en raison du climat d'agitation qui régnait dans certains milieux militaires. Cet incident a coïncidé avec la mise en alerte des unités militaires de Santiago et d'Antofagasta, et avec le remplacement du chef de division de la ville du nord. Le général Bonilla, actuel ministre de la défense, (dont les options « plus populistes » sont connues) aurait, dit-on, été mis aux arrêts. Des fortes tensions se manifestent donc au sein de la seule institution capable de garantir le régime fasciste sous sa forme actuelle. Mais la bourgeoisie va-t-elle assister sans réagir à l'affaiblissement du régime et laisser une chance au mouvement populaire ?

Les projets de l'impérialisme restent un élément déterminant de l'évolution de la situation au Chili. La reprise en main du Parti démocrate-chrétien par Eduardo Frei favorise le dialogue entre la démocratie chrétienne et l'impérialisme américain, pour trouver une solution plus « crédible ». Des rumeurs courent, selon lesquelles des conversations seraient en cours aussi entre les amis de M. Frei et le Parti communiste chilien. Un récent voyage du démocrate-chrétien Boeninger (recteur de l'Université du Chili) au Mexique irait dans le même sens.

Il est évident que n'importe quel changement pour modifier la situation actuelle est positif, comme l'a déclaré publiquement un représentant de la Gauche chrétienne : « Si de plus grandes facilités de respiration sont données au peuple chilien, elles devront être mises à profit pour augmenter la combativité et l'organisation du peuple. Mais le danger est grand de voir la gauche chilienne se diviser encore davantage, les masses populaires se désorienter et les appareils clandestins se dissoudre dans cette apparente légalité ».

Nous croyons que ce souci doit être pris sérieusement en compte et que notre solidarité au peuple chilien doit dès aujourd'hui inclure ces perspectives. La capacité d'analyser cette nouvelle situation chilienne sera d'autant plus nécessaire que l'impérialisme et la bourgeoisie mettront tout en œuvre pour diviser la gauche chilienne.

Même si les Américains et la junte chilienne mettent en place au Chili une solution qui sauve certaines apparences, notre solidarité et notre mobilisation doivent être capables de se maintenir et de se développer sous de nouvelles formes. Tout récemment à Tours, des armes françaises (fusées air sol notamment) ont été embarquées en direction du Chili, et la solidarité internationale — notamment celle des organisations françaises — a été prise en défaut ; il faut désormais être plus vigilant. Très prochainement les délégués de la Junte vont venir à Paris pour demander la renégociation de la dette et, pour cette occasion, il faut se préparer. Depuis quelques jours déjà, les premiers envoyés officieux fascistes se trouvent à Paris pour discuter avec les milieux d'affaires français...

C.J. ■

le « libéralisme » de Franco

Le verdict du tribunal suprême pour la révision du procès 1001 a été rendu public samedi 15 février, à Madrid. Les peines de prisons ont été réduites, pour certains, de 20 à 6 ans, de 19 à 5 ans... d'autres ayant déjà purgé leur peine ont été remis en liberté. C'est une victoire certes, mais partielle, car les militants et les travailleurs espagnols réclament la libération de tous les prisonniers politiques.

Il ne faut pas que ce faux « libéralisme » fasse oublier les agissements fascistes du régime espagnol. Le 1er janvier, à Barcelone, au métro Sainte Eulalia (Hospitalet), un distributeur de tracts appartenant à l'OSO (Opposition syndicale ouvrière), Carlos Urritzgeli, a été froidement abattu de cinq balles par un policier en civil. Les camarades qui étaient avec lui ont frappé le policier de nombreux coups de couteau et se sont enfuis.

Le 24 janvier à Barcelone, le jeune Pedro Mora Leon, accusé par la police d'appartenir au FAC (Front de la libération de Catalogne) a été arrêté, torturé, transporté à la clinique de la Fondation Puigvert. Il serait mort des suites de ses blessures le 13 février. Après une plainte au Parquet déposée par le Conseil de l'Ordre des Avocats contre la police, le Préfet de Police, M. Apestigui, a déclaré que Pedro Mora Leon se serait blessé lui-même au cours de son arrestation !

Contre l'Etat fasciste espagnol, notre action doit continuer, car des procès sont en cours et spécialement les plus graves et les plus urgents : celui de Pellado et de ses camarades du Ferrol ; celui des vingt deux jeunes du FRAP ; celui des « quatorze d'Ali-



cante » ; celui de Garmendia, d'Eva Forest et Ch. Durau qui tous trois risquent la peine de mort.

Il n'est pas possible de se taire ; il faut mener une campagne active de sensibilisation sur l'opinion afin qu'elle soit prête dans les prochains jours à se mobiliser pour sauver ces camarades.

Collectif de soutien à Eva Forest, Antonio Duran, J.A. Garmendia et à tous les prisonniers politiques espagnols. ■

Giscard - Juan Carlos : après la chasse...

Depuis quelques semaines, des contacts discrets avaient été pris, à l'initiative de Giscard d'Estaing avec le gouvernement franquiste ; Michel Poniatowski de son côté s'est rendu par deux fois en Espagne. La consécration de ces pourparlers s'est manifestée avec la visite de Juan Carlos à Chambord : la fameuse chasse...

Ces négociations ont lieu au moment où de multiples manifestations de masse se déroulent en Espagne, montrant que l'opposition au franquisme s'étend aux milieux les plus larges. Le régime craque de toutes parts. Dans un pays où les grèves sont interdites, il y a eu en 1974 autant de journées de grèves qu'en France...

Et ce mouvement ne cesse de s'élargir : les facultés sont fermées ; dans l'administration, des pétitions sont signées par des milliers de petits, mais aussi de hauts-fonctionnaires, et circu-

lent publiquement ; des mouvements apparaissent maintenant dans l'armée.

Face à cette situation les ultras s'agitent et le gouvernement renforce la répression. Le procès d'Eva Forest et de ses camarades continue à se préparer activement. Le gouvernement espagnol exige le renforcement de la collaboration entre les deux polices pour arrêter les militants basques de l'ETA et d'autres organisations révolutionnaires.

En poursuivant ces négociations, en recevant avec pompe, le successeur désigné par Franco, V. Giscard d'Estaing apporte son appui à la fraction la plus réactionnaire et la plus corrompue de l'appareil franquiste, et cherche à entretenir un mouvement qui — transformant profondément le cours politique espagnol — aurait des effets sur notre propre situation. Il importe de dénoncer dans tout le pays la collaboration politique, économique et policière que Giscard et Franco prétendent imposer sur le dos des travailleurs des deux pays. ■

◆ L'hostile nudité du béton, l'entrelac des autoroutes, l'agitation fébrile de la fourmilière urbaine. Puis : froidure indifférente de la neige sur la campagne auvergnate assoupie. Puis : brasillement incandescent, ardeur contenue d'un feu de cheminée. Puis : long panoramique sur les champs enneigés, arrêté sur un calvaire. Avec ce générique de quatre plans magnifiques, sur la voix de Léo Ferré chantant *Les poètes de sept ans* de Rimbaud, Claude Weisz annonce la passion de Jean-le-Maigre, adolescent mort pour cause de refus. Trop d'ardeur brûlait en lui pour qu'il accepte les sous-rôles banals de la ville ou le silence médiocre de la glèbe. Telle est la trame d'« Une saison dans la vie d'Emmanuel ».

Emmanuel, c'est le nom du nouveau-né survenu dans une ferme exploitée par un père abruti de travail analphabète et colérique ; une mère somnambule annuellement engrossée, qui silencieusement torche la floppée des survivants et époussette les photos des défunts ; tous sous la férule de la grand-mère Antoinette, la seule personne digne de la maison, tyran domestique, directeur de conscience, mémoire et guide de la tribu. De Jean-le-Maigre, elle a décidé qu'il s'en tirerait parce qu'il aime étudier. Pour elle, l'instruction est le seul moyen de sortir de l'ornière où, sous le poids de la nécessité, s'enlise incurablement la maisonnée. Elle pousse bien les autres à fréquenter l'école, mais sans espoir véritable.

Cordonnier à ta semelle !

Elle dit et répète à Emmanuel, qui sert de faire-valoir à son monologue : **Tu seras ignorant, cruel, amer. Et à un autre : Ne fais pas de rêve de grandeur, nous sommes de petites gens.** Pour Jean-le-Maigre, elle fait une exception. Mais il y a malentendu.



La passion de Jean-le-maigre



Ce n'est pas l'étude elle-même qui intéresse Jean (et sûrement pas la promotion qu'elle est censée procurer). C'est la vie de l'esprit, de l'imaginaire, du corps ; c'est le désir, c'est la liberté. Il couvre ses cahiers de poèmes, de romans, de biographies inventées, de déclarations solennelles

au monde ; il découvre les arides plaisirs des corps adolescents ; il pelote l'institutrice, conteste le curé, et désole l'austère grand mère qui le défend pourtant contre sa brute de père. Il finira

par consentir, après une ultime reculade, à entrer au petit séminaire. Pour la vieille Antoinette, c'est le passage obligé vers la promotion ; et on l'y « domptera ». Quant à lui, Jean espère qu'en ce lieu au moins, **on reconnaîtra son intelligence.** Hélas ! là n'est que crasse, routine et médiocrité.

Jean-le-Maigre se réfugie dans des rêves de révolte et d'évasion. Puis dans la maladie, dans l'exaltation de la fièvre. Puis dans la mort, seul acte de liberté qui lui reste accessible. Indompté.

Il avait pressenti le destin social qui guette Emmanuel, qui commence déjà de broyer ses cadets : Pomme à l'usine se fait manger trois doigts par la machine ; Fortuné « s'installe voleur » plutôt que de travailler ; sa sœur réinvestit ses ardeurs mystiques dans la prostitution. Lui, Jean, a tout refusé.

Une saison en enfer

Rien de cela n'est dit dans le langage du mélo populiste. « Une Saison... » est un film drôlyrique, réaliste, onirique, immédiatement lisible et plein de prolongements. Sans pleurnicher sur les Mozart assassinés, Weisz nous rappelle à l'urgence du combat pour une société qui n'étoufferait plus ce feu qui brûle en nous, et que tout — la famille, l'école, le travail — complotte aujourd'hui à mettre sous l'éteignoir. Le souffle brûlant de Rimbaud anime ces visions contraignantes ; comme il animait, plus discrètement, cette autre description juste et simple du gâchis de l'enfance, surtout quand elle est pauvre : **Mes petites amoureuses** (Jean Eustache).

On pense aussi à Nizan : **J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie.** En 1975, c'est désormais à quatorze ans qu'on s'emporte ainsi.

Jean-François HEROUARD ■

● Une saison dans la vie d'Emmanuel. Film de Claude Weisz. Cinéma Le Seine, 10, Rue Frédéric Sauton. M° Maubert-Mutualité.

Une interview de Claude Weisz :

« vraiment trop désespéré... »

● TS : Ton film a mis deux ans à trouver une distribution : peux-tu nous expliquer pourquoi ?

● C.V. : Pour commencer il faut dire qu'il a fallu aussi deux ans pour essayer de trouver un producteur que, finalement, je n'ai pas trouvé ; j'ai produit le film seul grâce à une avance sur recette. Le film terminé ressemblait parfaitement au projet et en conséquence les mêmes problèmes posés pour la production se retrouvaient pour la distribution. Pourquoi ? D'abord ce film n'est pas une « affaire » au sens commercial du terme ; pas de vedettes, un sujet qui n'est pas scandaleux, ni à la mode et qui ne joue pas non plus sur la corde sentimentale et puis, comme disait un distributeur, — « c'est beau mais c'est vraiment trop désespéré » — et le spectateur ne peut pas même se soulager en pleurant. D'une façon plus générale, on peut dire que les films ne naissent pas égaux et, comme ils naissent, ils meurent ; c'est-à-dire que tu fais un film à petit budget donc quasiment sans publicité, donc ne pouvant trouver qu'une très petite audience. C'est le système...

● T.S. : Est-ce que tu penses que l'on peut considérer « Une saison dans la vie d'Emmanuel » comme un film politique ?

● C.V. : Je ne pense pas qu'à l'appréhension immédiate ce soit directement politique. C'est d'abord l'histoire du destin d'un enfant-poète qui ne

peut parvenir à sa pleine existence. C'est aussi un film que je qualifierais d'irréaliste. Cependant il est réaliste comme peut l'être une pièce de Brecht ou un film de Vigo, de ce réalisme qui incite le spectateur à prendre conscience de sa position dans l'ordre social et à se penser historiquement. Ce que nous montre « Une saison dans la vie d'Emmanuel », c'est un événement vécu, authentique mais transposé au plan de l'allégorie.

● T.S. : Mais ton film ne marque pas un engagement politique débouchant sur une solution claire et précise comme c'est le cas pour « Le courage du peuple », ou « Il pleut toujours où c'est mouillé ».

● C.V. : Non, et tel n'est pas mon but d'ailleurs. J'ai cherché dans la conduite du récit, par une discontinuité d'écriture, un éclatement du récit, des ruptures de style qui devraient éviter la passivité du spectateur face à l'histoire contée. Mais le passage d'un univers rural à un univers urbain, phénomène général dans l'ensemble du monde aujourd'hui, n'est qu'un des aspects du film. L'enfance d'un poète, c'est aussi très important. Enfin, pour répondre nettement à ta question, le film devient politique au-delà de sa projection quand, dans la conscience du spectateur, il se recompose comme élément de réflexion. Quant à faire des films que je qualifierais de « politique » au premier degré, pour moi, je ne m'en sens capable que dans l'optique cinéma-document (témoignage direct).